

Economie+ Gabon



Bouddha Cardot, la success-story d'un ninja du management

Portrait de celui qui fut une personnalité du sport avant de connaître la réussite dans le monde des affaires grâce à l'entreprise « Made in Gabon », qu'il a su manager et faire grandir jusqu'à la place de leader qu'elle occupe encore aujourd'hui.

Lire p. 8

La croissance high-tech selon Airtel

L'indien Bharti Airtel, cinquième opérateur de téléphonie mobile au monde, vient de conclure un partenariat avec le géant américain IBM pour le développement des nouvelles

technologies mobiles en Afrique. L'enjeu consiste notamment à améliorer la qualité des services et l'accès aux innovations dans les seize pays où il est présent.

Lire p. 4

LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OP

L'ESSENTIEL

LASER

La solution boursière pour développer les entreprises

La Commission de surveillance des marchés financiers a poursuivi en décembre dernier sa campagne de sensibilisation des opérateurs économiques en assurant la promotion du marché boursier d'Afrique centrale et ses deux places boursières de Douala et Libreville : la Douala Stock Exchange (DSX) et la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC).

Lire p. 5

Les retombées de la Tropicale Amissa Bongo

Si elle a parfois suscité des interrogations auprès de certains observateurs sceptiques qui regrettaient les moyens financiers engagés, la plus grande épreuve cycliste africaine n'en génère pas moins un certain nombre de ressources économiques, directes ou indirectes.

Lire p. 7

BANQUE

Loxia EMF affiche ses ambitions

Lancée par le groupe bancaire BGF Bank, Loxia EMF propose des microcrédits adaptés en priorité à la clientèle non éligible aux guichets des banques commerciales. Il s'agit notamment des particuliers, des artisans, des commerçants, des petites et moyennes industries, et des petites et moyennes entreprises.

Lire p. 20

RÉGION

Les petits pas de la zone franche de l'île Mandji

Le site prévu pour accueillir la zone franche dans la capitale économique gabonaise devrait bientôt voir ses travaux démarrer.

Lire p. 22

MÉDIAS

Les médias tissent leur toile sur le Net

Zoom sur ces télévisions et radios qui diffusent leurs programmes sur Internet, avec une diversité qui recouvre aussi bien les sensibilités politiques que les genres musicaux en passant par les loisirs ou les thématiques professionnelles.

Lire p. 26

1 000 FCFA

Numéro spécial

LES 200 leaders de l'économie gabonaise



Gabon Eco + vous présente le classement exclusif des sociétés qui occupent le devant de la scène économique gabonaise*. Une hiérarchie qui met en exergue la prééminence des entreprises évoluant dans les secteurs du pétrole, de la grande distribution, du bois, des télécoms et de la banque... Décryptage de leurs résultats à travers un bilan chiffré, pour mieux évaluer les forces en présence.

* Selon le chiffre d'affaires 2009 déclaré par les entreprises.

Lire p. 10

CONSO

Centr'Affaires étend son réseau sur Libreville



Un nouveau magasin Centr'Affaires, le cinquième dans la capitale gabonaise, a ouvert ses portes à Libreville, près de l'aéroport. Il doit permettre de renforcer le réseau de distribution et la proximité avec les populations dans cette zone de Libreville en pleine expansion.

Lire p. 28

BONNE FÊTE DE SAINT VALENTIN...

CHAMPAGNE
Laurent-Perrier
MAISON FONDÉE 1852

Grand South
Emment-Perrier

PRIX IMPORT

B.P. : 2176 Libreville Gabon - Tél : +241 72 46 76
Fax : +241 72 46 77 - www.priximport.com

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé à consommer avec modération.

moovroaming
Votre numéro
vous suit partout à l'étranger.



Une seule puce pour rester connecté avec le monde.
 Avec Moov Gabon, bénéficiez
 d'une couverture roaming dans plus de 300 pays*.
 Vous pouvez ainsi voyager en toute tranquillité.
 Vous ne ferez plus un pas sans Moov.

(* Plus de 500 partenaires roaming à travers le monde
 Offre soumise à conditions. Pour plus de détails,
 rapprochez-vous de votre Agence Moov Siège.
 Infos 4443 (appel gratuit à partir d'un numéro Moov) ou le 05 30 00 00.
 www.moov.ga

EDITO

Bienvenue dans ce nouveau numéro de *Gabon Eco +*. Fidèles à notre souci d'aborder l'actualité économique à partir d'éléments tangibles, nous avons choisi de vous proposer un dossier spécial sur les deux cents premières entreprises du pays, étayé par des chiffres émanant de la Direction générale des Impôts et de la Direction des Grandes Entreprises. Un classement d'où il ressort que le secteur pétrolier demeure le premier contributeur en termes de chiffre d'affaires cumulé, avec notamment les trois premières compagnies pétrolières du pays (Shell Gabon, Total Gabon et Perenco Gabon) qui réalisent plus du quart de celui-ci. Les secteurs de la grande distribution, du bois, des télécoms et de la banque se distinguent aussi dans ce classement et présentent toujours un potentiel de développement constant. Pour étayer ce dossier, vous pourrez lire également un focus sur trois sociétés (Ceca-Gadis, Sogafric, BGFI Bank Gabon) emblématiques d'une réussite économique qui permet au Gabon de poursuivre son essor. A ce titre, l'année 2011 reste porteuse de nombreuses espérances pour l'économie gabonaise et les réformes engagées pour assainir le milieu des affaires, encourager l'investissement et augmenter la valeur ajoutée des industries locales devraient certainement produire les effets escomptés. Les prémices d'une nouvelle ère industrielle se font sentir et de nombreux projets d'infrastructures, de nature notamment à attirer les investisseurs étrangers, s'inscrivent dans cette optique.

Parmi les autres rendez-vous que nous vous proposons dans ce numéro, un portrait du regretté Boudha Cardot, dont l'entreprise « Made in Gabon » – qu'il a fondée après une carrière couronnée de succès dans les arts martiaux – illustre bien la réussite qui découle de la volonté d'entreprendre. Et toujours dans le lien entre le sport et l'économie, un éclairage sur les retombées économiques de la Tropicale Amissa-Bongo, cette course cycliste qui permet une exposition médiatique sur la scène internationale. Merci pour votre fidélité qui ne se dément pas et à bientôt pour un prochain numéro.

JEAN-PIERRE PONT

Sommaire

Laser

- La croissance high-tech selon Airtel p. 4
 La solution boursière pour développer les entreprises p. 5
 Les retombées de la Tropicale Amissa Bongo p. 7

Portrait

- Boudha Cardot, la success-story d'un ninja du management p. 8

Dossier : les 200 leaders de l'économie gabonaise

- Les 200 leaders de l'économie gabonaise en chiffres p. 11
 Le top 10 du secteur du pétrole et des mines p. 12
 Le top 10 du secteur des banques et assurances p. 12
 Le top 10 du secteur bois p. 12
 Focus sur trois piliers de l'économie gabonaise p. 13
 A l'aube de la reprise économique p. 16

Banques

- Loxia EMF affiche ses ambitions p. 20

Région

- Port-Gentil, les petits pas de la zone franche de l'île Mandji p. 22

Pays

- Le miracle sud-africain p. 24

Médias

- Les médias tissent leur toile sur le Net p. 26

Conso

- Centr'Affaires étend son réseau sur Libreville p. 28
 Le nouveau Mac Book Air, qui dit mieux ? p. 30

Afrikimages Agency
 agence africaine de presse photo
 www.afrikimage.com

BANQUE D'IMAGES (Afrique centrale et de l'Ouest)
 (Nature, Politique, Culture, Economie, Sports, Société, Santé, Vie quotidienne, etc.)

REPORTAGES
 Presse, Illustration, Pub, Société, Mode, Paysage, Evènements,
 Suivi de travaux BTP etc...

Portraits VIP

Traitement photo numérique - Retouche - Infographie
 Vente de photo en ligne - Création de site Web
 Réseau de photographes en Afrique Centrale et de l'Ouest

Tel: 05817575 - 05292929
 Site Web: www.afrikimage.com

Nos photos font la Une de la Presse internationale



RÉDACTION

Directeur de la rédaction :
 Philippe Chandezon - +241 05 31 70 00
 Mail : pchandezon@yahoo.fr

Secrétaire général de la rédaction : Didier Bras

Rédacteur en chef : Nelto Nangongar
 +241 07 41 26 42

Rédacteur en chef adjoint : Johann Freixas
 +241 07 97 02 55

Directeur artistique : Jean-Noël Dubois

Maquettistes : Aurélie Landeau et Nathalie
 Pointilane

Ont participé à ce numéro : Jean-Ken Atone,
 Diego Essandone, Albert Mondongo, Nelto
 Nango, Anne Ophélie, Christiane Reveno.

Crédit photos : Afrikimage.com

GESTION ET ADMINISTRATION

Directeur de la publication : Bertrand Michael Moundjoukou.
 Assistante administrative et commerciale : Mabelle Clothilde
 Ambani : +241 07 12 61 00 - Mail : ambanimabelle@yahoo.fr

Chef de Publicité Gabon : Laure Chatelier - +241 07 47 74 77
 Mail : laurechatelier@hotmail.com

Esther Ludeau - +241 03 14 00 38 - Mail : e.ludeau@yahoo.fr

Gérant : Philippe Chandezon

Co-gérant : Jean Pierre Pont Mail : jeanpierrepont@gmail.com

Régie internationale : MOBILITY MEDIA AGENCY :
 +33 6 83 14 43 08

INFORMATIONS LÉGALES
 MOBILITY MEDIA AFRICA : Sarl au capital de 20.000.000 FCFA
 RCM N°2010B09428 - Numéro statistique : 071619 R

Gérant : Philippe CHANDEZON +241 05 31 70 00 pchandezon@yahoo.fr

Siège social : immeuble BICP, BP 4562 Libreville Gabon

Editeur de : ECONOMIE GABON +

Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse :
 N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 Juin 2010

Site Internet : www.economie-gabon.com (responsable : Prune Pont-Benoît)

Impression : Groupe RICCOBONO 115, chemin des Valettes, 83490 Le
 Muy, France - Tirage : 10 000 exemplaires

La croissance high-tech selon Airtel

Fort de son partenariat fructueux avec IBM pour le développement de la technologie mobile en Inde, Bharti Airtel vient de le renouveler pour l'Afrique, où il compte améliorer la qualité des services et l'accès aux innovations dans les seize pays où il est présent.

L'indien Bharti Airtel, cinquième opérateur de téléphonie mobile au monde, qui a posé son empreinte sur le continent en rachetant en février dernier 15 des 17 opérations du koweïtien Zain en Afrique, vient de conclure un partenariat avec le géant américain IBM pour le développement des nouvelles technologies mobiles en Afrique. « Nous sommes toujours déterminés à offrir des services abordables, à élargir notre couverture réseau afin de toucher les populations qui vivent en zones rurales, mais aussi à améliorer l'expérience numérique grâce à la technologie 3G. En définitive, nous

voulons offrir une meilleure expérience de marque en Afrique », a déclaré Manoj Kohli, co-directeur et PDG d'Airtel, à l'occasion de la signature du protocole d'accord avec IBM, le 3 janvier dernier. « Nous voulons être un partenaire pour la croissance en Afrique et travaillerons en étroite collaboration avec les gouvernements et régulateurs afin que les réseaux de télécommunications touchent toutes les parties de la société », a-t-il ajouté.

Des partenariats stratégiques

En vertu de ce nouvel accord, IBM assurera le déploiement et la gestion des technologies de l'information (TI) et applications, et intro-



duira également des technologies de pointes créées par IBM Research, y compris la technologie d'accès au Web par la voix – qui permet aux utilisateurs d'accéder et de partager des informations à travers le réseau téléphonique existant. Cette technologie présente des avantages notables pour les populations peu ou pas alphabétisées, les malvoyants et tous ceux qui n'ont accès aux ordinateurs. IBM a également annoncé le déploiement d'un système de gestion de contenu très performant pour proposer des contenus multimédias riches tels que la musique et la vidéo sur mobile, tout en redynamisant la communauté des développeurs d'application en Afrique.

En outre, des partenariats stratégiques annexes avec Ericsson, Huawei et NSN viendront en complément pour améliorer notablement la qualité du réseau sur le continent africain et élargir les technologies 2G et 3G.

« Ces partenariats nous rapprochent de la réalisation de notre vision qui consiste à rendre la téléphonie accessible et abordable à tous en Afrique, même dans les zones les plus reculées qui sont actuellement déconnectées du monde. Nous sommes également en train de jeter les bases pour l'introduction de la technologie 3G

HSPA haut débit sans fil car l'accès au contenu est un droit pour chaque citoyen africain. Le haut débit mobile est un catalyseur pour la croissance et le développement économique. Plusieurs de nos nouveaux clients ont eu leur expérience en ligne pour la première fois de leur vie », a poursuivi Manoj Kohli.

En sus d'IBM, les partenariats liés avec Tech Mahindra et Spanco pour l'externalisation de certains services BPO devraient permettre aux clients africains d'Airtel d'avoir accès à une assistance de classe mondiale lorsqu'ils utilisent les services existants et les innovations. On peut également s'attendre à de belles tombées socioéconomiques dans les seize pays où Airtel est présent, notamment avec la création d'emplois, de compétences et ressources locales spécialisées. Le part-

nariat entre IBM et Bharti Airtel avait débuté en 2004 pour moderniser la technologie et les applications sur tout le réseau indien de Bharti. Depuis lors, Bharti Airtel a connu une croissance explosive, partant de six millions d'abonnés à plus de 150 millions aujourd'hui. L'opérateur indien mise donc une nouvelle fois sur ce partenariat fructueux avec IBM pour améliorer le service de téléphonie mobile sur le continent et favoriser son accès au plus grand nombre.

Le fort potentiel du continent africain

Selon un rapport de Deloitte commandée par l'Association des industries de communications mobiles (GSMA), seulement 40 Africains sur 100 possèdent un téléphone portable et la demande croît à un taux moyen de 25% par an, avec une hausse de 10% du taux de pénétration. Sunil

Bharti Mittal, président et directeur général de Bharti Airtel, a déclaré à cet égard qu'« il existe d'énormes possibilités, dans toute l'Afrique, de transformer la façon dont les gens communiquent et comment les communautés interagissent. Respecter cette occasion par le biais de communications mobiles abordables pour tout le monde est notre

priorité. Nous sommes ravis d'étendre notre relation fructueuse avec IBM en Asie du Sud à l'Afrique. Cette liaison d'affaires sur le modèle transformationnel, qui sera une première dans l'industrie des télécommunications pour l'Afrique, apportera un surcroît de gains d'efficacité à nos opérations et nous aidera à offrir des services mobiles de classe mondiale à nos clients ». « Il offrira également des possibilités de perfectionnement de carrière pour les employés de Bharti Airtel dans les domaines des dernières technologies avec IBM. Plus important encore, cette alliance souligne notre engagement envers la croissance de l'information et de la communication en Afrique qui contribue à réduire la fracture numérique sur le continent et à offrir des services mobiles de classe mondiale à nos clients ». a-t-il ajouté.

La solution boursière pour développer les entreprises



Après le lancement de l'emprunt obligataire de la Banque de développement des Etats d'Afrique centrale (BDEAC) en juin 2010, la Commission de surveillance des marchés financiers a poursuivi les 6 et 7 décembre derniers sa campagne de sensibilisation sur les possibilités de financement offertes par le marché boursier d'Afrique centrale.

Pour le régulateur sous-régional l'enjeu est de taille, il s'agit de convaincre les opérateurs économiques de la zone Cemac de la fiabilité et des avantages d'un financement par Appel à l'épargne publique (APE). Après Douala (Cameroun) et Bata (Guinée équatoriale), c'est à Brazzaville que la Commission de surveillance des marchés financiers a poursuivi les 6 et 7 décembre sa campagne de sensibilisation des opérateurs économiques en assurant la promotion du marché boursier d'Afrique centrale et ses deux places boursières de Douala et Libreville : la Douala Stock Exchange (DSX) et la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC).

Un manque de culture boursière

Les participants aux Journées du marché financier d'Afrique centrale ont dressé un bilan de l'évolution du marché sous-régional, mettant notamment en exergue la nécessité d'adopter des mesures vigoureuses destinées à approfondir le marché et à accroître son rôle dans le financement des économies de la Cemac. Car en dépit des opérations d'appel public à l'épargne, menées avec succès (Etat gabonais, SFI Prix Import, Petro Gabon, BDEAC...), la culture boursière demeure très méconnue par les opérateurs économiques de la sous-région. Or il subsiste ici un paradoxe tel que les entreprises manquent de fonds propres

pour développer leurs activités alors que les indicateurs montrent que la zone est en situation de surliquidité bancaire. Parmi les mesures permettant de vulgariser cet outil financier, il a notamment été retenu la nécessité de développer le marché des titres de la dette publique des Etats de la Cemac, de promouvoir les investisseurs institutionnels et d'améliorer la collecte de l'épargne longue en vue de renforcer les marchés primaire et secondaire, ou encore de favoriser les synergies et le rapprochement des moyens techniques et humains des deux Bourses. Mais pour attirer les opérateurs économiques, il convient en premier lieu d'expliquer les mécanismes,

Union Gabonaise de Banque
Groupe Attijariwafa bank

La Confirmation du Changement

2011
Nouveaux Horizons
Nouvelles Perspectives

ALIOS
FINANCE
GABON

Plus proches pour aller plus loin

Siège BP 63
Quartier Glass
Tél: 76 08 46
Fax: 76 01 03

Agence Particuliers
Centre Ville
Galerie Pernelle
Tél: 76 10 70
Fax: 76 10 68

Port-Gentil BP 1510
Nouveau Port
Tél: 56 84 73
Fax: 56 84 76

www.alios-finance.com

les procédures et les avantages du marché financier. Il faudrait donc assurer le développement d'un marché d'actions par le biais de privatisations d'entreprises et trouver les moyens d'assurer l'inscription à la cote boursière des entreprises multinationales opérant dans la zone Cemac.

Un objectif : attirer les PME

A moyen terme, les participants ont par ailleurs réclamé la mise en place, dans chaque Etat membre, d'antennes locales de la Bourse et du régulateur, la création de sociétés de Bourse dans les six pays de la Cemac et la création d'un fonds souverain domestique. Et pour mettre en musique toutes ces mesures et les rendre plus attractives, les participants aux Journées ont réclamé l'aménagement d'un cadre réglementaire permettant aux investisseurs institutionnels d'investir dans des fonds de *private equity* (fonds propres privés) et mettre en place des mesures fiscales incitatives destinées à encourager la demande de titres. Face à la faiblesse du tissu économique sous-régional, il a également été prévu de créer au sein de la BVMAC un compartiment dédié aux petites et moyennes entreprises (PME) afin de les attirer en Bourse. A ce jour, le financement de ces structures est en effet essentiellement assuré par le système bancaire sous-régional, mais dans des proportions ne permettant pas un développement exponentiel des investissements productifs et l'assurance, pour les pays membres de la Cemac, en particulier le Gabon, d'une croissance économique hors pétrole substantielle et soutenue. Alors que les PME/PMI sont pourtant au cœur de la création



Les participants aux Journées du marché financier d'Afrique centrale ont souhaité la mise en place de mesures fiscales incitatives destinées à encourager la demande de titres.

de l'emploi, de la production des biens, de services et de richesses, de valeur ajoutée et, par conséquent, au cœur du développement économique d'un pays ou d'une région. La nécessité de faciliter l'accès des entreprises

à la Bourse constitue une des priorités de la Cosumaf qui cherche à mobiliser, aux côtés des pouvoirs publics, les acteurs du marché financier, les institutions financières et les représentants de différents corps de métiers. Par l'APE, l'entreprise dispose d'une capacité de financement plus importante, un coût d'endettement moindre et une notoriété dans le marché. Mieux, elle bénéficie aussi d'une présomption de bonne gouvernance parce que l'entreprise est contrainte à la diffusion d'informations internes (publication périodique des états financiers,...). Une obligation de transparence qui rebute d'ailleurs encore certains opérateurs. Aujourd'hui, la Cosumaf table sur l'entrée en Bourse de cinq entreprises par an sur une période de cinq ans.

Une législation assouplie

En attendant cette échéance, d'autres voies ont été explorées, qu'il faudrait adapter à la demande de financement des PME. L'une d'entre elles est celle du « marché alternatif », connu sur différentes places financières étrangères, en particulier en Europe où l'évolution de la réglementation des marchés financiers a rendu l'accès aux marchés réglementés plus contraignant pour les PME. Ce marché alternatif, doté de règles plus souples, offre aux PME une alternative adaptée à leurs besoins de financement. Appelé Alternext, ce marché créé par Euronext-Paris – partenaire de la société NYSE-Euronext, leader mondial pour la cotation d'instruments financiers, et auprès duquel la BVMAC a acquis sa plate-forme de négociation NSC V900 – peut offrir aux entreprises de la zone Cemac une structure organisée de négociation de leurs titres et un accès aux épargnants privés comme professionnels susceptibles d'accompagner leur

développement. Les conditions d'admission sont plus souples parce qu'il n'est exigé aux PME que deux ans de comptes certifiés et elles ont le choix entre trois formules : l'offre au public (IPOR), le placement privé réservé à des investisseurs qualifiés ou le transfert en provenance d'un autre marché.

Vers des mesures plus volontaristes ?

Pour la Cosumaf, quand bien même les conditions d'accès des PME au marché financier alternatif seraient souples et moins contraignantes, les PME éligibles doivent présenter de sérieuses perspectives de rentabilité et des garanties de transparence informationnelles parce qu'il s'agit de promouvoir des règles de bonne gouvernance adaptées à l'environnement de la Cemac. A cela, il faut ajouter des mesures d'incitation telles que des règles de cotation simplifiées et une fiscalité avantageuse. Or des mesures d'incitations fiscales ont été adoptées en 2007 par l'Union économique et monétaire de l'Afrique centrale (Uemac) et il reste à

savoir si elles sont suffisantes pour stimuler l'activité et le développement du marché financier sous-régional au cas où l'on mettrait en place ce marché alternatif. Pour la Cosumaf, au regard du faible engagement des entreprises pour le marché financier de la zone Cemac, il faudrait aller encore plus loin en prenant des mesures vigoureuses et volontaristes qui nécessitent une forte implication des Etats membres, avec notamment l'exonération totale d'impôts sur les bénéfices (IS) sur une période de trois ans au lieu des réductions de 20% à 25% et la mobilisation des différents réseaux nationaux et sous-régionaux d'appui aux PME.

NELTOH NARGO

Face à la faiblesse du tissu économique sous-régional, il est prévu de créer au sein de la BVMAC un compartiment dédié aux PME afin de les attirer en Bourse.

Les retombées de la Tropicale Amissa Bongo

Événement sportif le plus important du début de l'année au Gabon et première date du calendrier de l'Union cycliste internationale (UCI), la Tropicale Amissa Bongo s'est tenue du 25 janvier au 30 janvier 2011. Retour sur les enjeux économiques qu'elle véhicule.

Si elle a parfois suscité des interrogations auprès de certains observateurs sceptiques qui regrettaient les moyens financiers engagés, la plus grande épreuve cycliste africaine n'en génère pas moins un certain nombre de ressources économiques, directes ou indirectes. En termes de dépenses mobilisées, le budget de la Tropicale Amissa Bongo varie chaque année entre 800 millions et un milliard de francs CFA. L'événement est géré à 60% par l'Etat, 30% par différents partenaires et 10% par le Fonds national de développement du sport (FNDS) qui est une structure créée par le gouvernement pour soutenir le financement des activités sportives au niveau des fédérations. Le FNDS est alimenté par les taxes sur les jeux de hasards. Au titre des partenaires, on compte notamment la Fondation Amissa-Bongo, une association à but non lucratif qui contribue à l'organisation de la course éponyme. Les ressources de cette fondation proviennent des cotisations, subventions, dons et legs, produits des manifestations quelle organise, ainsi que toutes autres ressources, dès lors qu'elles ne sont pas interdites par les lois et règlements. En l'état, l'aura de cette course encourage toujours de nombreux donateurs – mécènes privés, entrepreneurs – à continuer, chaque année, par leurs contributions, à assurer la pérennité de la compétition cycliste.

Une exposition médiatique pour le Gabon

A l'échelle du pays, le premier bénéficiaire économique de la Tropicale Amissa Bongo réside dans sa capacité à constituer une vitrine pour le Gabon. Un aspect que soulignait autrefois le footballeur camerounais Joseph-Antoine Bell, évoquant l'apport de son sport dans l'image internationale de son pays : « *En une Coupe du monde, nous avons fait connaître notre pays plus qu'en quinze ans de diplomatie...* » De manière identique, la Tropicale Amissa Bongo porte cette dimension de « nation branding » qui permet de faire connaître le Gabon, sa forêt, sa savane, ses nombreux sites touristiques et ses diverses potentialités économiques. Sa couverture médiatique internationale est le premier relais de cette exposition, assurée entre autres par TV5 Monde qui ne se contente pas seulement de filmer la course, mais aussi ses coulisses. A ce titre, on peut considérer que l'impact de la Tropicale Amissa Bongo est plus marquant que les dépliants touristiques les plus convaincants. Sur le plan des prix et autres



trophées, en 2010, la course a distribué 87 millions de francs CFA ; une dotation globale qui participe à l'attractivité suscitée auprès de nombreuses équipes internationales. Durant cette même année, elle a ainsi accueilli dix équipes africaines et cinq européennes qui sont arrivées dans le pays avec des frais de mission ou de séjour qui ont constitué autant d'entrées de devises, dont une bonne partie dépensée au Gabon.

Des bénéfices sur le plan des infrastructures

Les voies de communication terrestre et, par conséquent, les transports terrestres, constituent le second secteur bénéficiaire de la manifestation. En effet, les routes nationales qui sont utilisées pour la compétition sont refaites ou colmatées quelques semaines avant la course. Pour l'année 2010, son tracé à travers le Gabon s'étalait sur 719 km de routes bitumées, dont les moindres défauts ont été réparés et des tronçons entiers réhabilités. Le troisième secteur économique qui bénéficie de cet événement sportif est l'hôtellerie-restauration. En effet, chaque année, dans les provinces du Gabon qui accueillent la course, le chiffre d'affaires des entreprises d'hébergement et de restauration enregistre une croissance inhabituelle durant la fête de la Petite Reine. La caravane qui accompagne la compétition suppose en effet de loger et nourrir plusieurs centaines de personnes concernées par l'événement. Ainsi, dans la province du Haut-Ogooué, habituée à accueillir la Tropicale, de nouveaux hôtels et motels ont été construits ces dernières

pour l'édition 2009, la course a mobilisé 350 personnes dont 180 coureurs et membres du personnel d'encadrement des quatorze équipes en présence. Elle avait déployé cette année-là soixante-dix véhicules légers, six camions utilitaires, trois semi-remorques, quinze motos, un hélicoptère et il avait fallu un train de quarante-cinq wagons pour le transport du matériel roulant et de son personnel. La vente des hydrocarbures à la pompe enregistre donc également un frémissement notable de son chiffre d'affaires durant cette période.

Une image de marque pour les sociétés partenaires

Le dernier domaine touché par la Tropicale concerne le marketing sportif, qui impacte l'activité d'un certain nombre d'entreprises qui peuvent utiliser cet événement sportif pour promouvoir leur image de marque, lancer de nouveaux produits, promouvoir leurs relations publiques ou se positionner comme entreprise citoyenne. La Tropicale Amissa Bongo est donc un territoire de communication. Les entreprises implantées au Gabon peuvent ainsi en profiter à travers le sponsoring ou les campagnes publicitaires sur les lieux de l'événement afin d'augmenter leur chiffre d'affaires ou accroître leurs parts de marché.

Ainsi, certaines entreprises positionnées en tant que sponsors de la Tropicale Amissa Bongo, comme la Banque de l'habitat du Gabon (BHG), ont pu améliorer leur notoriété. En créant un prix pour le meilleur coureur gabonais, Gabon Airlines a renforcé son image de compagnie nationale ; le PMUG a de son côté confirmé son statut d'entreprise liée au sport. Sur un autre plan, Peugeot a souligné son image de fabricant automobile concerné par la recherche de la performance, tandis que Trans'Form pouvait asseoir son statut de leader dans le transport au Gabon. Autant de vecteurs d'images de marque rendus possible par la médiatisation de l'événement et qui donnent à penser que la Tropicale n'a pas fini de déployer ses lacets sur le territoire gabonais.

ANNE OPHELIE

La Tropicale Amissa Bongo est l'un des événements sportifs les plus médiatisés du continent africain. En outre, la présence d'équipes et de coureurs internationaux garantit la couverture de l'épreuve à l'étranger.





UBA
United Bank for Africa

UBA Africash
L'Afrique... Unie par un service de transfert d'argent

- Transfert d'argent en temps réel
- Paiement en monnaie locale ou en devises

DÉJÀ DISPONIBLE DANS TOUTES LES AGENCES UBA À TRAVERS LE MONDE...

Afrique • Londres • New York • Paris

www.ubagroup.com Africa's global bank

Bouddha Cardot

La success-story d'un ninja du management

Champion émérite dans les arts martiaux, Bouddha Cardot, qui nous a quittés le 24 décembre dernier, s'était découvert un autre ring, celui de l'entrepreneuriat et du management. Il laisse un héritage qui vaut bien un titre : son entreprise Made In Gabon, qu'il a su manager et faire grandir jusqu'à la place de leader qu'elle occupe encore aujourd'hui.

Un étrange mélange d'artiste, de sportif compétiteur et de manager visionnaire caractérisait Bouddha Cardot. Connus du monde des affaires comme promoteur de la société Made in Gabon, il s'est éteint, des suites d'une longue maladie, le 24 décembre dernier à Marseille (France) avant d'être inhumé le 4 janvier à Libreville. L'entreprise Made in Gabon, qu'il a créé au milieu des années 80, conservera certainement sa place de leader de son secteur. Depuis une dizaine d'années en effet, Bouddha Cardot était à la tête d'un Groupement d'intérêts économiques (GIE) comprenant Made in Gabon (impression textile, tee-shirts et vêtements de travail), Brod'Or (broderie numérique sur polo, casquettes, serviettes et autres supports), Couleurs Plus (imagerie numérique, panneaux 4X3, enseignes lumineuses, objets publicitaires, marquage numérique divers). L'entreprise, qui avait démarré avec quatre personnes, est devenue un groupe qui compte 50 employés. Une véritable success-story.

L'argent du beurre...

Fils d'armateur et de commerçante-restauratrice, Bouddha Cardot est né le 20 mars 1960. Il se révèle d'abord au public gabonais comme champion d'Europe de full-contact. Mais, comme il le racontera plus tard sur le site « Gabonco.com », « un jour, en descendant du ring où je venais de remporter le titre de champion d'Europe de full-contact, on m'a remis cinq cents francs français – cinquante mille francs CFA – et un sandwich. Dedans, il y avait une tranche de jambon et même pas de beurre. Je me suis dit que je ne voyais pas mon avenir comme ça. Autant d'efforts pour si peu ! Je suis revenu au Gabon... »

Il avait déjà renoncé à des études de comptabilité entreprises après son bac dans une école supérieure parisienne. Rentré au Gabon au début des années 80, il intègre une entreprise de sondages géologiques, travaille un petit moment chez Publi-Séné, la seule entreprise librevilloise de sérigraphie à l'époque. Il s'investit ensuite dans la restauration rapide à bord de la navette Ekwatta qui reliait Libreville et Port-Gentil. Ses cousins tiennent alors l'un des tout premiers magazines indépendants gabonais, *Cocotiers*, qui comportait de nombreuses bandes dessinées. C'est dans ce petit univers artistique qu'il rencontre un élève de l'École nationale d'art et manufacture (Enam), et Walker Onewin (aujourd'hui ministre délégué à la Culture)



qui enseignait alors à l'Enam. Conjonction de faits créés par une bonne fée, sa mère démarre alors une imprimerie artisanale de tee-shirts. Il lui donne un coup de main et ses amis de l'Enam complètent sa petite expérience de sérigraphie ramenée de Publi-Séné. Bouddha Cardot est alors un jeune homme fortement inspiré par le mouvement rasta-fari. Il a d'ailleurs laissé l'image d'un rasta chic, avec ses dreadlocks tombant sur les épaules, son regard pénétrant, ses vêtements de BCBG (bon chic, bon genre) décontractés et cette allure sportive qu'il gardera toute sa vie, même lorsque, du fait d'une calvitie naissante et de ses responsabilités de chef

d'entreprise, il se résoudra à couper ses nattes rastas, mais sans jamais perdre ses tablettes abdominales.

Un management inspiré par le sport

Made in Gabon, l'entreprise de sérigraphie qu'il a créée et qu'il a gérée jusqu'à sa mort est ainsi désignée parce que Bouddha Cardot voulait casser les étiquettes, tordre le cou aux préjugés selon lesquels « les Gabonais sont paresseux, ils ne savent pas gérer, n'ont pas de compétences ». N'ayant pas un grand capital, il travaille manuellement, sans machines. Après quelques années ainsi passées à ramer dans l'artisanat, il acquiert auprès de

Publi-Séné, qui fermait définitivement, sa première « araignée », une machine de sérigraphie semi-industrielle. Made in Gabon devient ainsi une petite industrie. Du haut de sa taille moyenne (1,70 m environ), l'ancien champion de full-contact conçoit alors une méthode de management qu'il appliquera toute sa vie avec succès : gérer la structure comme une équipe sportive. « L'entreprise c'est le laboureur et ses enfants. C'est la valeur du travail. Il n'y a pas de secrets : c'est le travail qui donne la force », confiera-t-il en 2007 au magazine *Business Gabon*, non sans ajouter qu'il fallait « de la technique, de la stratégie et une hygiène de vie adaptée à ses objectifs ». Il instaure auprès de ses collaborateurs de Made in Gabon un programme santé qui repose sur la pratique du sport, des vitamines à prendre tous les matins et beaucoup de formation. Son frère, Auguste Cardot, en témoigne : « Le sport c'était sa vie, sa nourriture quotidienne. Il était toujours à la recherche de la performance, c'est ainsi qu'après le full-contact il est passé à la natation, au cyclisme VTT et à la marche qu'il a inculqués à ses collaborateurs de Made in Gabon. »

Un flair sans égal

Bouddha Cardot pense que son entreprise doit offrir un package de prestations en communication aux clients qui s'y rendent. Il saisit donc au bond l'idée d'une radio, qui taraudait l'esprit de son cousin Jean-Charles Davain. Il faut dire que Bouddha réalisait déjà, dans des studios d'emprunts, des jingles sonores pour certains de ses clients et qu'il avait déjà contribué à la création, avec Jean-Yves Messan, du studio Mandarine. Il pensait l'entreprise comme un supermarché : un client arrive pour des tee-shirts destinés à une campagne, il doit pouvoir ressortir de chez lui avec d'autres produits devant concourir à la réalisation optimale de son projet de communication. Radio Mandarine est créé dans ce contexte et il tiendra le haut du pavé près d'une décennie durant. Son cousin Jean-Charles ayant décidé de s'installer définitivement en Europe, Bouddha Cardot décide de mettre en hibernation Radio Mandarine. Cette station n'a jamais été officiellement fermée.

Made in Gabon, l'entreprise qui avait commencé dans de petits bureaux s'est agrandie. Elle s'installe à Glass où elle restera plus de quinze ans avant de re-déménager à la zone industrielle d'Oloumi où elle se trouve maintenant. Les grandes œuvres survivent à leur créateur et Auguste Cardot de conclure : « Ce qu'il reste de Bouddha aujourd'hui, c'est Made in Gabon, son œuvre d'homme d'affaires et de manager. Mais c'est surtout son côté professionnel. C'est la détermination qu'il savait insuffler aux autres. C'est sa bonté, sa main sur le cœur et surtout cette intuition, ce flair, que ce soit au niveau des opportunités d'affaires ou au niveau de la stratégie d'entreprise. Il nous entraînait parfois sur des sentiers dont on doutait d'abord, mais qui finissaient toujours par lui donner raison. »

ANNE OPHELE

partout pour vous, il y a tsg

- transport de personnel
- transport vip
- location longue durée
- location courte durée

Nous apportons Service, Qualité et Réactivité
à nos clients pour qui le respect du délai est une valeur primordiale

Au tour du transport de personnel TSG, Transport Service Gabon a su créer des pôles de capacités complémentaires lui permettant d'élargir ses offres de services. Vous pouvez vous appuyer sur l'expérience et le professionnalisme du personnel de TSG pour mener à bien vos projets.

B.P. 1583 Libreville - GABON
zone industrielle d'Oloumi -
Tel. : +241 77 84 06 / 77 55 94 / 77 26 05 / 77 26 15
tsg@assala.net

ALUMINIUM
Une explosion de couleurs

La Tôle, la Qualité!

SIMPLES À POSER

SOTRALGA

- Bac alu
- Tôles ondulées
- Fatières
- Fixations

Dossier

LES 200 leaders de l'économie gabonaise



Grâce à l'aimable concours de la Direction générale des Impôts et de la Direction des Grandes Entreprises, la rédaction d'*Economie Gabon* a le plaisir de vous présenter un aperçu des 200 premières entreprises enregistrées au Gabon. Nous nous sommes basés sur le chiffre d'affaires réalisé en 2009, tous secteurs confondus. Ce classement nous permet d'avoir une vue plus claire des secteurs prépondérants de l'économie nationale et des entreprises leaders dans ces secteurs.

Le chiffre d'affaire cumulé des 200 premières entreprises installées au Gabon est de plus 5478,1 milliards de francs CFA, soit plus de 2,5 fois le budget 2010 de l'Etat gabonais. A elles seules, les dix premières entreprises gabonaises ont généré en 2009 plus de 2 415 milliards FCFA, soit plus de 44% du chiffre d'affaires cumulé des 200 premières entreprises.

Sur ces 10 entreprises, six exercent dans le secteur pétrolier. Au total, le secteur pétrolier (exploration, production, entreposage, distribution) réalise 54,4% du chiffre d'affaire cumulé avec 2982,6 milliards FCFA générés en 2009. Mieux, les trois premières compagnies pétrolières du pays (Shell Gabon, Total Gabon et Perenco Gabon), qui occupent les trois premières places du podium, réalisent à elles seules 26,8% du CA cumulé, tous secteurs confondus. Parmi les 200 premières entreprises gabonaises, cinquante exercent dans le secteur pétrolier. On notera que les cinq premiers groupes exerçant dans la grande distribution (Ceca-Gadis, San Gel, Sodigab, Prix Import et Sipagel), ont généré 294,1 milliards de francs CFA de chiffre d'affaires en 2009, soit 5,3% du cumul total. Le secteur bois ne représente lui que 4,9% du chiffre d'affaire cumulé

avec 268 milliards FCFA générés en 2009 par les vingt-quatre entreprises présentes dans le classement. Le leader du secteur bois, la Société nationale des bois du Gabon (SNBG), qui a déclaré en 2009 un chiffre d'affaires de plus de 38 milliards FCFA, arrive en 21^e position dans le classement. Elle est précédée de quinze entreprises exerçant dans le secteur pétrolier. Les quatre opérateurs du secteur des télécoms : Celtel (Aujourd'hui Airtel), Libertis, Gabon Télécom et Moov, s'adjugent 3,5% du chiffre d'affaires cumulé, avec 192 milliards de francs CFA déclarés en 2009. Dans le secteur bancaire, si certains chiffres ne sont pas encore disponibles (ceux de la Financial Bank par exemple), les trois premières banques du pays (BGF, BICIG et UGB) ont réalisé 118,9 milliards de francs CFA en 2009, soit 2,1% du chiffre d'affaire cumulé.

Au sommaire de ce dossier :

- Le tableau des 200 leaders de l'économie gabonaise p. 11
- Le top 10 du secteur du pétrole et des mines p. 12
- Le top 10 du secteur des banques et assurances p. 12
- Le top 10 du secteur bois p. 12
- Focus sur trois piliers de l'économie gabonaise p. 13
- A l'aube de la reprise économique p. 16

RANG	NOM	CA 2009	SECTEUR D'ACTIVITE	RANG	NOM	CA 2009	SECTEUR D'ACTIVITE
1	SHELL GABON	563 333 133 774	Exploration/Production	68	ACCIONA	17 688 614 671	BTP
2	TOTAL GABON	478 181 736 604	Exploration/Production	69	SOCIGA	17 531 814 013	Tabac
3	PERENCO GABON SA	428 867 198 686	Exploration/Production	70	GETMA	17 494 355 925	Transit maritime
4	COMILOG	178 749 113 405	Mines & Carrières	71	UGB	17 140 174 616	Banques
5	ADDAX MAGHENA	152 701 720 460	Exploration/Production	72	SIGMA OFFSHORE	17 135 607 599	Sous-traitants pétroliers
6	SOGARA	139 378 236 138	Prestataire pétrolier	73	SCHLUMBERGER OVERSEAS SA	16 954 733 942	Sous-traitants pétroliers
7	SEEG	132 421 193 127	Distribution Eau & Electricité	74	BERNABE GABON	16 881 012 525	Matériaux BTP
8	CECA GADIS	119 593 515 505	Import/Distribution	75	PHARMAGABON	16 673 718 170	Pharmacie
9	TOTAL MARKETING GABON SA	116 611 429 628	Distribution de produits pétroliers	76	TIDE WATER MARINE INTERNAT.	16 103 462 529	Sous-traitants pétroliers
10	ZAIN (Aujourd'hui AIRTEL)	106 102 770 275	Téléphonie mobile	77	GABON AIRLINES	16 035 480 726	Transport aérien
11	SOBRAGA	91 583 298 078	Distribution boissons	78	BAKER HUGHES INTEQ	15 810 368 802	Sous-traitants pétroliers
12	TOTAL PARTICIPATIONS PETROL	84 491 781 649	Exploration/Production	79	SUCAF	15 720 686 999	Agroalimentaire
13	MAUREL&PROM OUMOUEYI	82 551 850 718	Exploration/Production	80	PRIX IMPORT	15 656 572 000	Import/Distribution gros
14	TULLOW OIL GABON	78 257 165 968	Exploration/Production	81	SOGAFRIC SERVICES*	15 636 801 337	Froid
15	ADDAX ETAME	75 763 191 694	Exploration/Production	82	DIETSMAN TECHNOLOGIES	15 372 748 173	Sous-traitants pétroliers
16	BGFI	70 483 534 831	Banques	83	GIE/RTG	15 294 499 927	Import/Distribution
17	PERENCO OIL GABON LTD	65 821 384 443	Exploration/Production	84	CEB	15 027 889 706	Exploitation/Production bois
18	VAALCO GABON INC	61 133 024 714	Exploration/Production	85	GESPARC*	14 915 769 854	Location Automobile
19	PETRO GABON	46 992 217 027	Distribution de produits pétroliers	86	OLAM GABON	14 883 542 299	Exploitation/Production bois
20	LIBYA OIL GABON	42 384 326 176	Distribution de produits pétroliers	87	SEPBG	14 508 479 561	Entreposage & Négoce
21	SNBG	38 008 314 569	Négoce bois	88	SOGACA	14 299 863 479	Banques
22	COPS	37 555 701 619	Sous-traitants pétroliers	89	SIPAGEL	14 044 263 371	Distribution alimentaire
23	SOCIETE D'INTERVENTION	36 786 721 618	ND	90	CEDICOM	14 024 564 977	Commerce
24	LIBERTIS	36 007 826 501	Téléphonie mobile	91	SOGEA	13 834 286 913	BTP
25	CFAO GABON	35 830 237 252	Automobile	92	CBG	13 785 511 119	Exploitation/Production Bois
26	AIR France	35 644 667 574	Transport aérien	93	COPHARGA	13 355 899 844	Pharmacie
27	SODIM TP*	35 053 910 996	Automobile	94	MIKA SERVICES	12 880 991 885	Transport terrestre
28	TOYOTA GABON*	34 885 449 504	Automobile	95	BSG	12 816 459 656	Exploitation/Production bois
29	BS GABON	34 832 527 522	Bureautique/Informatique	96	EIT	12 775 099 658	Electricité/sous-traitants pétrolier
30	ADDAX NZE	34 710 998 422	Exploration/Production	97	FRIEDLANDER GABON	12 760 020 582	Sous-traitants pétroliers
31	SAN GEL	33 832 315 444	Distribution Alimentaire	98	STE LEADCOM	12 472 957 826	ND
32	SETRAG	32 842 895 180	Transport ferroviaire	99	GPM	12 186 383 172	Prestataire port
33	BICIG	31 421 505 263	Banques	100	STCG	11 899 560 388	Services portuaires
34	GLOBAL SANTAFE INTERNAT.	30 514 174 919	Sous-traitants pétroliers	101	SOCO BTP	11 789 028 416	BTP
35	ROUGIER GABON	30 278 620 968	Exploitation/Production bois	102	BORDAMUR	11 164 672 822	Exploitation/Production bois
36	GABON TELECOM	29 842 925 170	Téléphonie / Internet	103	HELLI UNION SA	10 840 919 206	Sous-traitants pétroliers
37	MPDC	29 694 953 356	Exploration/Production	104	NSIA GABON	10 781 978 626	Assurances
38	ACCESS PLUS	29 547 839 514	Bureautique/Informatique	105	BSO	10 693 708 601	Exploitation/Production bois
39	ENGEN GABON	28 445 745 689	Distribution de produits pétroliers	106	OGAR Vie	10 359 267 570	Assurances Vie
40	SPIE OIL AND SERVICES	27 615 433 891	Sous-traitants pétroliers	107	CTPM	10 348 184 439	Sous-traitants pétroliers
41	CNR INTERNATIONAL	27 363 481 539	Exploration/Production	108	CITIBANK	10 340 962 787	Banques
42	SOCOBA	27 120 158 083	BTP	109	NOUVELLE 2AG	10 078 641 748	Transports aériens
43	SRCG	26 255 724 993	ND	110	MULTIPRESS GABON	9 668 250 670	Imprimerie
44	SMAG	26 159 558 294	Agroalimentaire	111	GABON MECA	9 528 470 032	Papeterie/Bureautique
45	AMERADA HESS	25 676 586 321	Exploration/Production	112	OGEC	9 056 273 082	Sous-traitants pétroliers
46	ORTEC SERVICES INDUSTRIES	25 602 717 144	Sous-traitants pétroliers	113	PIZZOLUB	8 792 231 224	Prestataire pétrolier
47	SIAT GABON	25 072 302 641	Agro-industrie	114	LAAICO TOURISME	8 695 406 432	Hôtellerie
48	SDV GABON	24 912 963 722	Transit maritime	115	SMIT	8 548 103 642	Sous-traitants pétroliers
49	OGAR	23 477 023 709	Assurances	116	STE HYDRO TP GABON	8 394 591 075	Sous-traitants pétroliers
50	HALLIBURTON SA	23 023 772 031	Sous-traitants pétroliers	117	SIGALLI	8 033 148 211	Agroalimentaire
51	ENTRACO	22 899 053 677	BTP	118	APC	8 056 093 000	Commerce
52	CIM GABON	22 879 773 637	Ciment	119	DAVUM CMMGABON	8 054 141 859	Automobile/Matériel industriel
53	AFRUET	22 646 377 212	Transport aérien	120	MANAGEM GABON	8 008 774 297	Or
54	ADDAX AWOUN INC	21 956 022 096	Exploration/Production	121	GADICOM	7 838 129 315	Commerce
55	SUBSEA SG	21 377 205 150	Sous-traitants pétroliers	122	SUPER GEL	7 781 822 631	Distribution alimentaire
56	SUNLY GABON	20 658 420 893	Exploitation/Production bois	123	SOJITZ ETAME LIMITED	7 702 635 683	Exploration/Production
57	MOOV	20 179 028 416	Téléphonie mobile	124	TRANSFORM	7 641 715 228	Transport terrestre
58	CGG VERITAS	20 143 014 229	Sous-traitants pétroliers	125	FIDAFRICA	7 452 628 502	Conseil juridique et fiscal
59	MI GABON SA	19 941 859 503	Sous-traitants pétroliers	126	ADL	7 411 443 019	Aéroport
60	STE TERMOCOTANK GABON	19 530 282 182	Distribution bitume et lubrifiants	127	CTS	7 237 842 467	Sous-traitants pétroliers
61	SODIGAB (MBOLO)	19 786 396 291	Distribution alimentaire	128	SAGA GABON	7 088 912 432	Transit
62	NESTLE GABON	18 890 542 138	Agroalimentaire	129	STE HAUT OGOOUE GABON	7 069 283 702	Automobile/Engins bois et TP
63	SINOPEC INTERNATIONAL	18 775 188 303	Sous-traitants pétroliers	130	STE D'EXPLOITATION HO	6 989 246 106	ND
64	CORA WOOD	18 615 382 373	Exploitation/Production bois	131	KCA DEUTAG	6 987 848 966	Sous-traitants pétroliers
65	CAROL	18 595 621 520	Sous-traitants pétroliers	132	ENELEC	6 954 852 210	Electricité
66	STE TULIPE OIL SA	18 403 349 679	Exploration/Production	133	SODIPOG	6 846 313 323	Distribution alimentaire
67	SOCOFI	18 185 487 961	BTP	134	RIMBUNAN	6 755 357 051	Exploitation/Production bois

RANG	NOM	CA 2009	SECTEUR D'ACTIVITE
135	DELMAS PETROLEUM SERVICES	6 721 222 507	Sous-traitants pétroliers
136	DIESEL GABON	6 612 329 803	Automobile
137	SRC	6 604 085 430	ND
138	SOGEAC SOGEDIEL	6 438 737 046	Electricité
139	LMR	6 420 284 598	Matériaux BTP
140	GICAE	6 399 068 312	Produits chimiques
141	LEROY GABON	6 352 699 263	Exploitation/Production bois
142	SOGI*	6 314 427 967	Industrie métallurgie
143	THEBAULT GABON	6 245 002 060	Exploitation/Production bois
144	SUNCOM	6 147 070 494	Sous-traitants Télécoms
145	CGE	6 121 329 227	Télécoms
146	PMO	6 116 612 613	ND
147	BJ SERVICES COMPANY AFRICA	6 116 008 475	Sous-traitants pétroliers
148	SAM GABON	6 098 799 280	Alimentation
149	EGCA	6 076 365 259	Transport et manutention
150	ASSALA	5 794 520 590	Exploitation/Production bois
151	SOGAPRESSE	5 686 650 164	Distribution presse
152	SOMIVAB	5 650 238 910	Bois
153	SOTRALGA	5 565 380 812	Aluminium
154	CIB	5 552 426 693	Exploitation/Production bois
155	HONEST TIMBER GABON	5 542 853 876	Bois
156	SGEPP	5 487 496 457	Entreposage & Prestataire pétrolier
157	GPL	5 351 170 532	Peinture
158	BEGOU BITIA SARL	5 329 725 920	BTP
159	SSMO	5 320 308 807	Bois
160	SOBOLECO	5 269 235 110	Distribution boissons
161	BUREAU VERITAS GABON	5 243 904 689	Audit
162	BGD	5 220 283 138	Banques
163	PHARMACIE DES FORESTIERS	5 171 745 559	Pharmacie
164	TINWORTH TECHNOLOGIES	5 166 629 976	Sous-traitants pétroliers
165	SFIK	5 159 914 786	Bois
166	SOBEA	5 135 822 673	BTP
167	COLAS PARTICIPATIONS	5 127 197 299	BTP
168	HYDRO GABON	5 014 246 392	Sous-traitants pétroliers
169	PANALPINA	5 003 382 895	Transit maritime
170	CENTRAFFAIRES	4 875 419 460	Commerce
171	CFAO TECHNOLOGIES	4 838 823 921	Bureautique/Informatique
172	SABLIERE D'OWENDO	4 817 837 420	Mines & Carrières
173	ELECTRA*	4 789 154 321	Bureautique/Informatique
174	SEEF	4 568 762 194	Bois
175	CGPR	4 541 518 991	Batiment/Fenêtre/Aluminium
176	WELL INTERVENTION	4 518 777 044	Sous-traitants pétroliers
177	HUAJIA	4 464 369 906	Bois
178	FINATRA	4 446 999 162	Etablissement de crédits
179	STE NAT. D'ACCONAGE	4 341 398 132	Transit maritime
180	GSPM	4 335 959 458	Sous-traitants pétroliers
181	GABOA	4 284 921 093	Commerce
182	ETS RAMEZ GANDHOUR ALI	4 269 490 256	Commerce
183	CSLP	4 229 261 198	Sous-traitants pétroliers
184	PMS	3 901 785 522	Bois
185	SONAPRESSE	3 882 773 509	Presse
186	GAREP	3 847 354 078	Commerce
187	SOVINGAB	3 814 320 693	Commerce
188	STE GABONAISE DE SERVICES	3 788 714 954	Sécurité
189	SETEG	3 774 475 185	Electricité
190	MATEC	3 711 328 028	Matériaux BTP
191	MERIDIEN MANDJI	3 649 900 595	Hôtellerie
192	SOLIMAR	3 609 402 850	Transit maritime
193	OPRAG	3 558 431 484	Port & Rades
194	STE D'ENTRETIEN DE SERVIVES	3 510 988 257	ND
195	IPS	3 501 739 765	Sous-traitants pétroliers
196	TRANSBOIS	3 496 086 590	Bois
197	WEATHERFORD SERVICES LTD	3 479 110 896	Sous-traitants pétroliers
198	PRICEWATERHOUSE COOPERS	3 422 477 505	Audit/Conseil
199	SNI	3 375 113 499	Immobilier
200	FOBERD	3 289 385 372	Matériaux BTP

* Groupe Sogafric : chiffre d'affaires consolidés au 31/12/2009

TOP 10 PETROLE & MINES

RANG	NOM	CA 2009	SECTEUR D'ACTIVITE
1	SHELL GABON	563 333 133 774	Exploration/production
2	TOTAL GABON	478 181 736 604	Exploration/production
3	PERENO GABON SA	428 867 198 686	Exploration/production
4	COMILOG	178 749 113 405	Mines & carrières
5	ADDAX MAGHENA	152 701 720 460	Exploration/production
6	SOGARA	139 378 236 138	Prestataire pétrolier
7	TOTAL MARKETING GABON SA	116 611 429 628	Distribution de produits pétroliers
8	TOTAL PARTICIPATIONS PETROL	84 491 781 649	Exploration/production
9	MAUREL&PROM OUMOUEYI	82 551 850 718	Exploration/production
10	TULLOW OIL GABON	78 257 165 968	Exploration/production

TOP 10 BANQUES & ASSURANCES

RANG	NOM	CA 2009	SECTEUR D'ACTIVITE
1	BGFI	70 483 534 831	Banque
2	BICIG	31 421 505 263	Banque
3	OGAR	23 477 023 709	Assurance
4	UGB	17 140 174 616	Banque
5	SOGACA	14 299 863 479	Banque
6	NSIA GABON	10 781 978 626	Assurance
7	OGAR Vie	10 359 267 570	Assurance-Vie
8	CITIBANK	10 340 962 787	Banque
9	ASSINCO	8 395 102 443	Assurance
10	AXA ASSURANCES GABON	6 009 398 038	Assurance

TOP 10 SECTEUR BOIS

RANG	NOM	CA 2009	SECTEUR D'ACTIVITE
1	SNBG	38 008 314 569	Négoce bois
2	ROUGIER GABON	30 278 620 968	Exploitation/production bois
3	SUNLY GABON	20 658 420 893	Exploitation/production bois
4	CORA WOOD	18 615 382 373	Exploitation/production bois
5	CEB	15 027 889 706	Exploitation/production bois
6	OLAM GABON	14 883 542 299	Exploitation/production bois
7	SEPBG	14 508 479 561	Entreposage & négoce
8	CBG	13 785 511 119	Exploitation/production bois
9	BSG	12 816 459 656	Exploitation/production bois
10	BORDAMUR	11 164 672 822	Exploitation/production bois

Sogafric Services
Nos métiers, c'est votre confort.

Climatisation • Equipement de collectivités • Froid industriel et commercial
Electricité et plomberie • Courants faibles • Sécurité

Dossier

LES 200 leaders de l'économie gabonaise

Focus sur trois piliers de l'économie gabonaise

L'essor économique repose sur la capacité des entreprises à développer leurs activités, à accroître la valeur ajoutée de leurs activités, à générer des emplois, ou encore à stimuler la consommation. En la matière, les trois groupes que nous vous présentons font figure d'emblème.

CECA-GADIS

CA 2009 : 119,5 milliards FCFA

Rang : 8°

Effectifs (2006) : 784

Enseignes : Cecado, CK2, Sogam'Equip, Supergros, Gaboprix, Matelec, Intergros.

La Compagnie d'exploitation commerciale africaine et société gabonaise de distribution (Ceca-Gadis) regroupe cinq enseignes sur le marché de l'alimentation générale : Supergros à Libreville et à Port-Gentil pour la distribution de gros ; Intergros pour la vente de gros à l'intérieur du pays avec dix magasins ; Gaboprix et Cecado, réseau de supérettes et moyennes surfaces pour la vente en détail, avec près de 170 magasins répartis dans le Gabon (ces réseaux ont une vocation plus populaire que leurs concurrents) ; Géant CKdo, une grande surface de 2000 m² ouverte le 30 octobre 2003 à Libreville. Ceca-Gadis

est également présent dans d'autres domaines : Sogame Equip, produits de quincaillerie ; Matelec, matériel électrique ; CK2 et CK2 Meubles, articles de ménage, électroménager, meubles...

Historique : Créée dans les années 1930 par un investisseur privé, la Compagnie d'exploitations commerciale africaine (Ceca) devient Ceca-Gadis après l'Indépendance (1960), lorsque l'Etat en prend le contrôle en tant qu'actionnaire majoritaire. En 1967, une association avec des implantations locales des groupes français Optorg (SHO) et SCOA (CCDG) redonne la gestion au secteur privé et la Compagnie Optorg en est l'administrateur délégué. Ensuite, des intérêts privés se sont substitués à la Compagnie Optorg, et la Compagnie GA.GE.PAR qui les rassemble assume désormais cette fonction de gestionnaire et d'assistant technique. Dans le cadre de sa politique de privatisation, l'Etat gabonais s'est ensuite totalement désengagé et la holding locale GA.GE.PAR détient la quasi-totalité du capital, devenant ainsi l'exemple rare d'une privatisation réussie dans une structure totalement nationale.

du Komo a opéré en 1996 une diversification de ses activités dans les métiers du financement. Cette diversification doit permettre de développer des synergies entre les différents métiers, de créer un Groupe gabonais aux compétences élargies, permettant de faire face aux enjeux économiques du pays, d'assurer une présence gabonaise dans des secteurs stratégiques, de mieux répartir les risques liés aux différentes activités du Groupe. La Compagnie du Komo a ainsi pris des participations minoritaires dans le Groupe BGFI (BGFI Bank, BGFI Bail), Finatra, la société d'assurance Assinco, la distribution d'énergie et d'eau (SEEG), les mines (Maboumine), la bourse (BVMAC), l'industrie chimique (GABOA), le chemin de fer (Setrag) et les parcs à bois (SGPBF).

Historique : En 1957 intervient la création à Port-Gentil (Gabon) des Etablissements Boutonnet et Cie. La société Sogafric est créée à Libreville en 1966 par Robert Boutonnet. En 1973, la société crée Sodim TP, spécialisée dans l'automobile et les engins de TP et forestier. Sogi est créée en 1976 pour répondre à la demande en matériaux et équipements pour la construction industrielle. En 1982, l'adoption d'une nouvelle architecture pour le Groupe conduit à la naissance de Sogafric Services

(les métiers du froid, du bâtiment et équipement de collectivités), puis d'Electra (équipement de la maison et du bureau). C'est en 1995 qu'intervient la création de la Compagnie du Komo et le rachat de SCOA-Gabon (devenue Toyota Gabon). La même année, la Compagnie du

Komo acquiert également une prise de participations dans Paribas Gabon (actuel Groupe BGFI Bank). En 1996, le groupe participe à la création d'Assinco. L'année suivante, en 1997, l'ensemble des sociétés du Groupe Sogafric sont intégrées à la Compagnie du Komo (Sodim TP, Sogafric Services, Sogi, Electra, Toyota Gabon). Et en 1998 naît Gesparc. La Compagnie du Komo engagera dès lors plusieurs prises de participations dans des secteurs stratégiques de l'économie gabonaise. Le Groupe est également présent depuis plus de 20 ans en Angola.

COMPAGNIE DU KOMO (GROUPE SOGAFRIC)

CA 2009 consolidés : 111,5 milliards FCFA

Rang (cumul) : 10°

Effectifs : 996

Enseignes : SODIM TP, SOGAFRIC SERVICES, SOGI, ELECTRA, TOYOTA GABON, GESPARC, KOMO GESTION GROUPE.

Le Groupe Sogafric regroupe l'ensemble des sociétés gérées par la Compagnie du Komo. Ces sociétés interviennent principalement dans les secteurs commerciaux et industriels : L'importation et distribution de véhicules (Sodim TP et Toyota Gabon), l'importation et distribution d'équipement de travaux publics et forestiers (Sodim TP), la gestion de parcs de véhicules (Gesparc), la construction industrielle et navale (Sogi), l'équipement de la maison et du bureau (Electra), les métiers du froid, du bâtiment, équipement de collectivités, plomberie, sécurité, réseaux HT/BT (Sogafric Services), et la gestion (Komo Gestion Groupe). Le périmètre administré de la Compagnie du Komo rassemble des sociétés spécialisées dans les métiers commerciaux, industriels et financiers. La Compagnie

inride home

inride office

xerox

SOGAFRIC

LES
200 leaders de
l'économie
gabonaise

BGFI BANK GABON

CA 2009 : 70,4 milliards FCFA

Rang : 16^e

Effectifs : 432

Enseignes : BGFI Bank, BGFI Business School, BGFI Asset Management, BGFI Bourse, BGFI Cash, BGFI Factor, BGFI Immo, BGFI Bail, Finatra, Socofin, Loxia EMF.

Premier groupe financier de la zone Cemaac avec un total bilan au 30 juin 2010 de 1 078 milliards de francs CFA, BGFI est un groupe financier 100% privé qui travaille avec plus de 1 000 collaborateurs dans neuf pays. BGFI Bank est leader sur son marché domestique, le Gabon, ainsi qu'en République du Congo. Le groupe bancaire a ouvert des filiales bancaires également en Guinée équatoriale, à Madagascar, à Paris, au Bénin et en République Démocratique du Congo. Le groupe bancaire a développé douze marques fortes dans les métiers de la banque et des services financiers spécialisés (voir enseignes ci-dessus)

Au 31 décembre 2009, BGFI Bank possédait 27 points de vente sous l'enseigne conjointe BGFI Bank/Western Union au Gabon, en République du Congo et en Guinée équatoriale. Elle est chef de file de la majorité des opérations de crédit en pool sur le marché gabonais, avec une clientèle composée de grandes entreprises, de particuliers haut de gamme



et de PME/PMI performantes.

BGFI Bank a obtenu la certification ISO 9001 version 2000 au Gabon pour la totalité des activités de la banque commerciale, et ISO 14001 pour son système de management environnemental. Le Groupe BGFI est également le premier acteur financier africain à avoir signé le Pacte mondial des Nations unies visant à promouvoir le développement durable à travers la défense des droits de l'homme,

la préservation de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Historique : créée à Libreville en avril 1971, la banque est née d'un partenariat entre des investisseurs privés gabonais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, sous la dénomination « Banque de Paris et des Pays-Bas Gabon ». Le développement économique, au lendemain du boom pétrolier, motive la création de l'agence de Port-Gentil en janvier 1977. Puis la société Figadim est créée le 5 mai 1987. Spécialiste du crédit-bail mobilier et immobilier, elle prend la dénomination de BGFI Bail le 25 octobre 1996. Poursuivant son essor, la Banque de Paris et des Pays-Bas Gabon s'installe en août 1992 dans la zone portuaire d'Owendo pour une meilleure politique commerciale de proximité. Eu égard à la part majoritaire du capital détenu par les privés gabonais, la banque prend en avril 1996 la dénomination de Banque gabonaise et française internationale.

Le 11 septembre 1997 la Financière Transafricaine (Finatra) est immatriculée au Registre du commerce et débute ses activités en juin 1998. Elle est spécialisée dans le crédit à la consommation. Pour favoriser son implantation internationale, elle évolue depuis le 17 mars 2000, sous la dénomination « BGFI Bank S.A. ». Le 3 avril 2000, BGFI Bank matérialise sa politique de développement à l'international par la création, à Brazzaville (République du Congo), de sa première implantation à l'extérieur sous forme de succursale (BGFI Bank Congo), devenue filiale en juillet 2004. Le 18 janvier 2001, BGFI Bank Congo ouvre une agence bancaire à Pointe Noire. Puis le 18 juin 2001, BGFI Bank Guinée équatoriale inaugure son siège de Malabo.

En mars 2001, dans le cadre de la diversification de ses activités bancaires, BGFI Bank signe un partenariat avec Western Union International et crée un réseau d'agences BGFI Bank/Western Union, le plus dense au Gabon (17 agences à ce jour). Le 24 novembre 2001, BGFI Bank inaugure l'agence bancaire de Moanda au Gabon. Après

LOCATION COURTE ET LONGUE DURÉE

gesparc







Location de véhicule • BOSCH Car Service
(entretien véhicules toutes marques)
Pièces détachées BOSCH • Carrosserie



Groupe SOGAFRIC

SOGAFRIC

Nous construisons l'avenir

 sodim tp
  sogafric services
  sogi
  electra
  TOYOTA
  gesparc

BP 613 - Libreville - GABON - Tél. (241) 76 25 10 - 76 01 19 - 76 23 90 - Fax (241) 74 17 76
 www.compagniedukomo.com - E-mail : direction.sogafric@sogafric.ga

A l'aube de la reprise économique

Enchevêtrée dans sa dépendance à l'industrie extractive et mise à mal par la chute des cours des matières premières en 2008-2009, l'économie gabonaise a subi dès 2010 de profondes réformes pour assainir le milieu des affaires, encourager l'investissement et augmenter la valeur ajoutée des industries locales.

Après la période de flottement qui a suivi les réformes économiques draconiennes menées par le nouvel exécutif dès fin 2009, l'économie gabonaise semble prête à prendre un nouveau départ. De -2% en 2009, le taux de croissance est passé à 5,5% en 2010 et devrait maintenir cette tendance en 2011. Les grands secteurs d'activités, principaux pourvoyeurs des caisses de l'Etat, ont tous entamé un grand lifting, censé huiler les procédures et surtout améliorer la valeur ajoutée de la production. Dans le secteur primaire, du bois au pétrole en passant par les mines, la législation a été rénovée pour mieux gérer les énormes

ressources naturelles et amorcer l'industrialisation. De quoi faire émerger un secteur secondaire encore très embryonnaire. Les industries de services ont également connu de belles avancées, avec notamment un renforcement substantiel du tissu bancaire, la vulgarisation de nouveaux outils financiers, un secteur assurance en bonne santé ou encore l'arrivée de nouveaux opérateurs dans les secteurs des télécommunications.

Prémices d'une nouvelle ère industrielle
Le bois a certainement été le premier secteur visé par les grandes réformes de fin

2009, avec l'interdiction totale d'exporter les grumes, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Un choc pour l'exploitation forestière, second pourvoyeur d'emploi du pays après la fonction publique. Mais les moyens sont mis en œuvre pour permettre aux opérateurs du secteur d'accélérer le processus d'industrialisation de la filière, afin de pouvoir exporter des produits made in Gabon à forte valeur ajoutée. Un fonds de 20 milliards de francs CFA a été mis en place afin de stimuler le développement des activités de transformation du bois d'œuvre à l'échelle locale, notamment par le biais d'incitations fiscales pour les entreprises qui investissent dans l'industrie entre 2010 et 2013. La zone économique spéciale de Nkok, créée en juillet 2010, devrait être fonctionnelle en mars 2011 et devenir un centre de transformation du bois d'œuvre majeur. Cette zone industrielle, qui s'étend sur 1 146 ha, sera la première dans son genre en Afrique centrale et de l'Ouest et aura la capacité de transformer un million de mètres cubes de bois d'œuvre par année. Au total, 150 millions d'euros d'investissement seront nécessaires pour ce projet qui créera 9 000 emplois d'ici 2013. Pour cela, les entreprises du secteur devraient être exemptées de la taxe sur la valeur ajoutée pendant vingt-cinq ans et des impôts sur le revenu au cours des dix premières années. A Tchibanga, la présidence a également annoncé des négociations en cours entre l'Etat gabonais et la société SFM Africa (Sustainable Forestry Management Africa), enregistrée à Maurice et en Afrique du Sud et spécialisée dans l'économie verte, concernant un programme de développement des ressources forestières dans la zone de Mayumba et reposant sur une meilleure gestion du patrimoine forestier, la création d'infrastructures industrielles et de sites en matière touristique et d'écotourisme. Le projet, qui devrait permettre de créer 8 000 emplois, prévoit notamment la création de lodges de luxe dans les treize parcs du pays en collaboration avec l'agence nationale chargée de leur gestion, ainsi qu'une unité de transformation de bois.

Des projets d'infrastructures pour attirer les investisseurs étrangers
Depuis fin 2009, le Gabon est parvenu à faire signer entre 3 et 4 milliards de dollars

d'investissements directs étrangers (IDE) et de gros dossiers sont encore sur les tables de négociations. Pour attirer les investisseurs étrangers, les autorités gabonaises ont notamment mis sur les infrastructures avec de grands chantiers d'aménagement des voies et interfaces de communication et des équipements énergétiques. Plusieurs barrages hydroélectriques et centrales thermiques sont actuellement en cours de construction sur l'ensemble du territoire national, avec l'ambition d'atteindre 5 000 mégawatts de production énergétique à l'horizon 2020 contre 374 mégawatts actuellement pour alimenter les besoins de l'économie.

En termes de transport, plusieurs projets phares sont en cours : construction de 4 218 kilomètres de routes bitumées et le développement des axes nord-sud et est-ouest ; modernisation des ports d'Owendo et de Port-Gentil ; utilisation accrue des 3 300 kilomètres de voies fluviales avec la création de ports fluviaux ; projet d'un nouvel aéroport international à Libreville et extension du chemin de fer du Transgabonais. Lors du Conseil des ministres tenu le 25 janvier à Tchibanga, dans le sud du pays, le président Ali Bongo a même annoncé la construction à Mayumba, ville côtière au sud de Tchibanga, d'un port destiné à être « la véritable porte de sortie des productions et des ressources nationales du Sud-Gabon », considéré comme « un second corridor de développement prometteur après celui du Transgabonais ».

Les grands secteurs d'activités ont entamé un lifting censé améliorer la valeur ajoutée de la production.

Recettes record pour la Comilog

Le sous-sol gabonais a également eu droit à sa part de réformes. Moins visible, la mue du cadre législatif de l'exploitation minière a tout de même enregistré quelques avancées. Outre le recensement et la cartographie des ressources minières du pays, faisant apparaître de colossales ressources encore inexploitées, le gouvernement a décidé de la création d'une Compagnie nationale des mines, capable de mieux gérer les fruits de ces activités. On notera également l'arrivée de nouveaux opérateurs, notamment des investisseurs chinois dans le manganèse à Ndjolé, et marocains sur le gisement aurifère de Bakodou. Fort de détenir, selon les dernières estimations, environ un quart des réserves mondiales de manganèse, le Gabon a engagé une politique de développement de la transformation locale, avec un projet de construction en cours d'usines de fabrication de silico-manganèse dans le sud-est du pays. Après une année difficile en 2009, due à la récession économique mondiale, les cours du manganèse ont repris à la hausse et la plus grande entreprise minière d'exploitation de manganèse, la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog, filiale

LES 200 leaders de l'économie gabonaise

de la société française Eramet), réalise en 2010 le plus gros chiffre d'affaires du pays, avec 898 milliards de francs CFA de recettes entre janvier et septembre. Une bonne affaire pour le Gabon qui vient d'entrer au capital du groupe Eramet, en même temps qu'il est monté dans celui de la Comilog. La fructueuse exploitation de manganèse a même permis à la société de financer le nouvel aéroport de Moanda (Haut-Ogooué, sud-est du pays), inauguré en décembre 2010 et qui permettra d'assurer le transport de ses produits.

Le Gabon fait également le nécessaire pour développer ses riches gisements de minerai de fer, jusque-là largement inexploités. L'accord passé avec les industriels chinois pour l'exploitation du gisement de fer de Belinga (nord-est), considéré comme l'un des plus riches au monde (un milliard de tonnes de minerai, dont 64% de pur minerai), a été largement révisé pour accroître sa rentabilité et les retombées socio-économiques pour les Gabonais. Le travail dans les mines de Belinga a été suspendu depuis 2006 à cause de longues négociations avec la China National Machinery & Equipment (CMEC) concernant la structure du projet et ses effets sur l'environnement. Les cours du fer annoncent par ailleurs de belles perspectives puisque la société australienne Resource Council Research (RCR) prévoit une augmentation de 7,7% dans les prix contractuels du minerai de fer au cours du premier trimestre et, d'autre part, la stabilité du marché mondial. Le facteur le plus important dans le redressement après la crise financière, selon la RCR, est l'urbanisation continue de la Chine et de l'Inde, qui devrait continuer à créer une demande pour la production mondiale de minerai de fer et d'acier.

Le poids des hydrocarbures

Du côté du pétrole, fer de lance de l'économie nationale, alors que beaucoup prédisent l'épuisement imminent des ressources, on assiste à un nouveau rebond de l'industrie pétrolière. De jeunes compagnies comme la française Maurel&Prom multiplie les découvertes dans les terres et se hisse déjà dans le peloton de tête de l'économie nationale. Toutefois, étant donné que l'industrie pétrolière demeure le plus grand contributeur au PIB national, la baisse de la demande mondiale depuis quelques années a eu un effet considérable sur le pays. La Société gabonaise de raffinage (Sogara) a connu des pertes de l'ordre de 33 milliards de francs CFA en 2009, 17,5 milliards de francs CFA en 2008, et 12 milliards de francs CFA en 2007. Une délégation provenant du géant américain Bechtel a récemment visité la Sogara en tant que consultant technique pour l'industrie du pétrole et du gaz, et doit guider la société pour améliorer ses capacités et augmenter les possibilités d'investissements. Le gouvernement a par ailleurs commencé à élaborer, depuis le premier trimestre 2010, la Gabon Oil Company, censée mieux gérer les intérêts du pays auprès des puissants opérateurs du secteur. Mi-2010, un grand appel d'offres a été lancé par le gouvernement gabonais pour la vente de 42 blocs pétroliers en eaux profondes et ultraprofondes du bassin sédimentaire gabonais. Des zones autrefois inaccessibles que le progrès technologique dans l'exploration pétrolière sous-marine est parvenu à désenclaver. Encore beaucoup de potentiel donc pour la production pétrolière gabonaise.

JEAN-KEN ATONE

Créations d'entreprises

	GABON	AFRIQUE SUBSAHARIENNE	OCDE
Nombre de procédures	9	8,9	5,6
Délai (jours)	58	45,2	13,8
Coût (% du revenu/habitant)	21,9	95,4	5,3
Capital minimum versé (% du revenu/habitant)	32,7	145,7	15,3

	GABON	AFRIQUE SUBSAHARIENNE	OCDE
Paiement (nombre par année)	26	37,3	14,2
Délai (heures par année)	488	315,1	199,3
Impôt sur les profits (%)	18,4	23,1	16,8
Import et charges sociales (%)	22,8	13,5	23,3
Autres taxes (% profit)	2,3	21,5	3,0
Total à payer (% du bénéfice brut)	43,5	68,0	43,0

Commerce transfrontalier

	GABON	AFRIQUE SUBSAHARIENNE	OCDE
Documents pour l'export (nombre)	7	7,7	4,4
Délai à l'export (jours)	20	32,3	10,9
Coût à l'export (USD par conteneur)	1945	1961,5	1058,7
Documents à l'import (nombre)	8	8,7	4,9
Délais à l'import (jours)	22	38,2	11,4
Coût à l'import (USD par conteneur)	1955	2491,8	1106,3

Données Doing Business 2011. « <http://français.doingbusiness.org> »

LA COMPAGNIE DU KOMO,

acteur économique majeur au Gabon

Lorsqu'en 1957, Robert BOUTONNET crée sa société de climatisation à Port-Gentil, imagine-t-il qu'il vient de jeter les fondations de ce qui allait devenir un des plus grands Groupe du Gabon ? Un demi-siècle plus tard SOGAFRIC - devenue La Compagnie du Komo en 1995 -, représente un acteur économique social et financier majeur, avec six sociétés plurisectorielles et près de 1000 salariés.



La société SOGAFRIC SERVICES, leader dans les activités de froid et de climatisation au Gabon et en Afrique Centrale, reste un des fleurons du Groupe, qui a su diversifier son activité au gré des besoins et de l'évolution économique du Gabon. Les autres entités ont vu le jour au fil des ans : en 1973 apparaît SODIM TP, concessionnaire automobiles et engins de Travaux Publics et forestiers. En 1976, c'est la création de la société industrielle SOGI. En 1982 naît l'enseigne ELECTRA, magasin d'équipement de la maison et du bureau. En 1995, TOYOTA GABON arrive dans le Groupe. Enfin GESPARC, loueur et gestionnaire de parcs automobiles de courte et longue durée, est créé en 1998.

Au Gabon, la Compagnie du Komo détient également des participations dans le Groupe BGFIBank, les assurances ASSINCO, GABOA, la SEEG, la SETRAG, MABOUMINE... Mais ce qui fait la force de la Compagnie du Komo, ce sont avant tout les hommes et les femmes qui la composent et qui se reconnaissent toujours, 50 ans après la création de SOGAFRIC, comme des « Sogafricains ».

L'engagement de la Compagnie du Komo : des retombées pour l'emploi et la formation au niveau national

La Compagnie du Komo a participé au Forum Formation-Emploi qui se tenait du 7 au 9 juillet 2010 à la Cité de la Démocratie, à Libreville. Une expérience enrichissante pour le Groupe qui est ainsi allé au-devant du grand public, et une illustration de sa politique sociale. La Compagnie du Komo représente en effet un fort potentiel d'emplois. Ses différentes entités regroupent près de 1000 employés. Elle est engagée dans une politique de formation professionnelle qui a des retombées certaines au niveau national. Ses formations internes ont ainsi totalisé plus de 10 000 heures en 2010. Management, informatique, électricité, mécanique, soudure... Ces formations abordent de nombreux domaines et sont dispensées au et hors Gabon, par des organismes de formation reconnus au niveau international. Une aubaine dont profitent les forces vives du Gabon sur le long terme.

SOGAFRIC SERVICES, LEADER SUR LE MARCHÉ DU FROID

Avec 60 % des parts de marché des splits et windows, SOGAFRIC SERVICES s'est imposé en 2010 comme le leader du marché du froid et de la climatisation. Une performance qui atteint son meilleur niveau (celui de 2008) pour SOGAFRIC SERVICES, berceau de la Compagnie du Komo. A l'origine, le Groupe s'est en effet développé à partir de l'activité « climatisation-froid industriel » des Etablissements BOUTONNET et Cie, fondés en 1957 à Port-Gentil. En 1966, elles prennent le nom de SOGAFRIC, puis SOGAFRIC FROID en 1982. La société lance un département électricité/plomberie en 2001, et un département courant faible, réseaux haute tension et basse tension en 2005. De ce fait, la société change de nom et devient SOGAFRIC SERVICES. Ses activités couvrent aujourd'hui l'ensemble des métiers techniques du bâtiment : production de froid, de climatisation, de ventilation, d'extraction et de désenfumage, courants forts et courants faibles, réseaux HT et BT, plomberie, métiers la sécurité (systèmes anti-incendie, vidéo surveillance, contrôle d'accès, intrusion, coffre-forts) et équipements de collectivités. SOGAFRIC SERVICES a des agences à PORT-GENTIL et FRANCEVILLE.



SODIM TP, l'expert du génie civil et du transport



Depuis 1973, année de sa création, SODIM TP n'a eu de cesse de conquérir de nouveaux marchés. Au départ orientée vers l'importation, la distribution et la maintenance de matériel de Travaux Publics, la société s'est adaptée à l'évolution économique du pays en élargissant son champs d'activité. Avec succès, elle s'est tournée vers les domaines industriels, forestiers et agricoles, réussissant à chaque fois à répondre aux attentes de ces secteurs spécifiques. Puis elle s'est lancée à la conquête du transport en proposant une large gamme de véhicules de grandes marques. Ces marques de renommée internationale sont une des clés de la réussite de SODIM TP. Autres points forts : la qualité du service après-vente, un personnel performant et des installations en constante amélioration. C'est ainsi que depuis plus de 25 ans, grâce à ses produits et à ses hommes, SODIM TP a su répondre au mieux aux attentes de la clientèle en tissant avec elle une relation solide, basée sur la confiance. Ses modèles automobiles sont vendus à PORT-GENTIL par sa société sœur GESPARC.

SOGI, la performance au service de la construction industrielle et navale



Leader gabonais du secteur de la construction industrielle et navale, SOGI est un des tout premiers acteurs d'Afrique Centrale. Ses activités se caractérisent par leur diversité : chaudronnerie, carrosserie industrielle (remorques grumières, citernes et bennes pour poids lourds, protection pour les engins de TP, réservoirs), tôlerie fine. La construction navale - remorqueurs/pousseurs, barges automotrices, plates - est réalisée sur le chantier naval d'Owendo, au sud de Libreville, où s'effectue également la maintenance des bateaux.

Equipée de matériel extrêmement performant, la société investit régulièrement dans des procédés de fabrication de hautes technologies. Ainsi SOGI a déposé un brevet international pour la fabrication de bitucontainers calorifugés utilisés par les compagnies pétrolières et les sociétés de Travaux Publics. Comme toutes les entités du Groupe, SOGI dispose d'un bureau d'études propre, équipé de logiciels de CAO/DAO parmi les plus performants du marché.

ELECTRA, le rendez-vous pour l'aménagement du bureau et de la maison



Avec pour ambition d'être toujours à la pointe de la décoration, ELECTRA est présente dans Libreville à travers trois boutiques aux concepts différents. Le magasin Inside Pro - 300 m² en Zone Industrielle d'Oloumi - propose des expositions temporaires à thème, fidèles à son concept de show-room. En centre ville, le magasin « Inside Office » est dédié aux professionnels pour ce qui concerne le mobilier de bureau et la bureautique (photocopieurs, imprimantes etc) et a ouvert fin 2010 une section informatique, avec des équipements de grandes marques, fiables et puissants. En face, « Inside Home » est devenu le rendez-vous des amateurs de déco, tant pour son mobilier élégant que pour ses objets et accessoires (luminaires, tapis, vases, accessoires...). Le tout dans des prix variés qui permettent à chacun de se faire plaisir... Ou de faire plaisir aux autres. ELECTRA propose également l'ensemble de ses gammes dans son agence de PORT-GENTIL.

TOYOTA GABON

N°1 des ventes de véhicules dans le pays, TOYOTA GABON est la société phare du Groupe SOGAFRIC depuis qu'elle est entrée dans son giron, en 1995. En 2010, avec 35,1 % de parts de marché et une large avance sur ses concurrents, la marque japonaise a confirmé son leadership. Le concessionnaire, installé en Zone Industrielle d'Oloumi, est le représentant exclusif au Gabon et à Sao Tomé et Principe des marques Toyota, Daihatsu et Lexus. La gamme proposée compte plus de 40 modèles.

Grâce à une organisation rationnelle de ses ateliers, à son personnel hautement qualifié et à son show room élégant - qui a été entièrement relooké l'an dernier -, TOYOTA GABON répond aux normes internationales du premier constructeur automobile japonais. Dans un souci de proximité avec sa clientèle, le concessionnaire a également mis en place un réseau de boutiques de pièces détachées d'origine TOYOTA, implantées dans plusieurs quartiers de Libreville, et un camion boutique itinérant qui se déplace dans tout le pays. La robustesse de ses marques, le large choix de modèles proposés et un service après-vente de qualité sont autant d'atouts qui permettent à TOYOTA GABON de conserver le leadership du marché automobile au Gabon. Ses modèles sont vendus à PORT-GENTIL par sa société sœur GESPARC.



GESPARC, l'expertise dans la gestion de parcs de véhicules

Depuis 1998, GESPARC s'impose comme l'expert de la location et de la gestion de parcs automobiles de courte et de longue durée au service des particuliers, des grandes sociétés et des administrations du Gabon. A Libreville, la société dispose d'une vaste zone de 2900 m² abritant le parc de véhicules, la carrosserie, un magasin de pièces détachées adaptables, l'exploitation d'un système GPS... Sans oublier les ateliers mécaniques ultra-performants. Le personnel hautement qualifié de ces ateliers utilise en effet des technologies de pointe, notamment en matière d'injection diesel et d'électronique. Fort de son succès à Libreville, GESPARC a ouvert en 2008 une succursale à Port-Gentil. A son éventail de services, GESPARC Port-Gentil ajoute la vente de véhicules neufs de marque Toyota, Daihatsu, Lexus, Renault, Mazda, Isuzu, Ssangyong, marques représentées à LIBREVILLE par TOYOTA GABON et SODIM TP, sociétés du Groupe SOGAFRIC. Les deux grands centres économiques gabonais peuvent ainsi bénéficier du savoir-faire GESPARC.



Loxia EMF affiche ses ambitions

Lancée le 11 septembre 2010 à Libreville par le groupe bancaire BGFIBank, Loxia EMF a l'ambition d'offrir les produits financiers d'une banque classique à des centaines de milliers des consommateurs jusqu'alors éconduits pour la faiblesse de leurs revenus.

Jusqu'où ira la toute fraîche benjamine des banques de microcrédit du marché financier gabonais ? Réussira-t-elle le pari de « démonétiser les bas de laine » pour faire migrer une large couche du prolétariat du marché financier vers le système formel ? Au siège de la banque, sise avenue Victor-Schœlcher, à côté de l'immeuble DHL, au centre-ville, rares sont ceux qui en doutent. D'ailleurs, la date de lancement n'a pas été choisie au hasard, comme l'affirme Bertrand N'na Evoua, en charge de la comptabilité à Loxia : « Nous avons choisi cette date pour le grand impact symbolique qu'elle suggère dans la mémoire collective, afin que les gens se souviennent toujours de nous et surtout de la vigueur de nos actions sur ce marché. » Le recours à la symbolique du 11 septembre trace la trajectoire des ambitions de ce nouveau venu qui veut « faire bouger les choses et raser les tours de la précarité et de la pauvreté », et dont la solidité des engagements est identique à celle du grand groupe bancaire auquel il est adossé.

Favoriser les initiatives génératrices de revenus

Doté d'un capital de 600 000 000 FCFA détenu à 99% par le groupe BGFIBank, Loxia EMF est un établissement financier de deuxième catégorie, conformément à la réglementation de la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac). Il propose des microcrédits en priorité à la clientèle non éligible aux guichets des banques commerciales. Il s'agit notamment des particuliers, des artisans, des commerçants, des petites et moyennes industries, et des petites et moyennes entreprises. Ses activités se développeront en cercles concentriques, en partant des zones suburbaines et rurales pour ratisser large. Car l'ultime ambition de cet établissement est de décloisonner le monde rural à travers une plus grande bancarisation. C'est pour cette raison que, même si le secteur de services constitue un filon porteur en termes d'opportunités, l'agriculture, l'élevage, la transformation agroalimentaire et l'artisanat sont considérés comme des secteurs prioritaires pour la nouvelle banque.

La stratégie mise en place par Loxia consiste à favoriser l'accès facile et ra-



pide de toutes les couches de la population active exclues du système financier classique aux produits et services financiers de proximité, des outils utiles pour se soustraire à la précarité grâce à des activités génératrices de revenus. A travers cette stratégie, la banque de l'avenue Schœlcher caresse l'ambition de devenir l'acteur majeur de l'inclusion financière qui propose des produits et services financiers compétitifs et adaptés aux besoins de l'immense clientèle exclue du système bancaire classique.

Des produits adaptés aux réalités de la clientèle

Mais comment convaincre une clientèle au pouvoir d'achat chancelant et souvent rétive à l'épargne ? Pour atteindre cet objectif, Loxia a conçu des produits et services adaptés aux conditions de vies de cette clientèle. L'une des offres attractives de cet établissement repose notamment sur le faible coût d'ouverture de compte : 20 000 FCFA pour les personnes physiques et 60 000 FCFA pour les personnes morales. Les conditions d'ouverture sont également assez simples. Il suffit d'être âgé de 18 ans révolus, de se munir de deux photos d'identité, de la photocopie de sa carte d'identité nationale, du passeport ou du permis de conduire pour les nationaux

et de la photocopie de la carte de séjour pour les étrangers. Loxia propose à sa clientèle deux types de comptes pour accéder à ses services : le compte courant et le compte d'épargne. Le compte courant (NAFA) permet aux clients d'effectuer à tout moment des opérations de retrait et de dépôt en toute sécurité. Le compte d'épargne permet au client de bénéficier, après une année, de l'offre classique d'épargne rémunérée au taux officiel fixé par la BEAC. Ce compte fonctionne avec un plancher de 10 000 FCFA, pour un plafond de 5 000 000 FCFA.

Des prêts adaptés à chaque étape de l'activité économique

Le financement des activités génératrices de revenus constitue la véritable rampe de lancement de la banque et celle-ci propose une palette de microcrédits conçus pour tenir compte des conditions réelles d'une clientèle ancrée dans le secteur informel : prêt initial de petite taille, petit prêt d'affaires et petit prêt d'entreprise qui forment la gamme de

ce que Loxia appelle les « prêts business ». Le prêt initial de petite taille, comme son nom l'indique, est le prêt plancher que la banque propose à la clientèle pour se lancer dans une activité. A chaque prêt consécutif, son montant est bonifié pour accompagner la croissance de l'activité. Le petit prêt d'affaires, quant à lui, est plus consistant que le premier. Il est conçu pour des personnes individuelles qui ont fait preuve de succès et de sérieux dans la conduite de leurs activités. Enfin, le petit prêt d'affaires est le plus élevé des prêts business et il est réservé aux PME et PMI déjà établies. Le montant du crédit est donc fonction de chaque type de prêt. Par exemple, pour le financement du fonds de roulement, la banque octroie un prêt qui s'échelonne de 250 000 FCFA à 3 000 000 FCFA étalé sur une période de trois à quinze mois. Pour le financement d'investissements en actifs fixes, le prêt oscille entre 500 000 FCFA et 5 000 000 FCFA sur une période de trois à dix-huit mois. Pour assurer ses arrières, Loxia propose également une plate-forme de microassurance. Ce produit est en fait l'adaptation de produits d'assurance classiques et destiné à réduire la vulnérabilité de la clientèle et, indirectement, de réduire des risques d'impayés grâce, entre autres, à l'assurance-vie dite de « solde restant dû », obligatoire en cas d'obtention d'un microcrédit.

Des ambitions à court terme

Les clients de Loxia peuvent également bénéficier de produits et services proposés aux guichets de BGFIBank, par exemple l'accès aux distributeurs et terminaux de paiement électronique, le transfert d'argent par Western Union, etc. Cette gamme d'offres peut-elle permettre à Loxia de prendre son envol dans ce marché àprement concurrentiel et surtout accélérer la bancarisation du secteur informel ? Au siège de la banque, l'ambition est de mise même si l'on estime qu'il faut laisser le temps au temps, mais Loxia compte tisser lentement mais sûrement sa toile à travers le pays. Et la banque ne manque pas des moyens. L'administrateur directeur général, Henri Claude Oyima, a déjà annoncé l'ambition du groupe BGFIBank de porter le capital de Loxia EMF à 4 milliards de FCFA d'ici à la fin 2011 afin de lui permettre de franchir la barre de 50 000 clients avant 2014. Pour transformer cette

banque en véritable outil de développement économique de la base de la pyramide sociale, le groupe d'Henri Claude Oyima a choisi l'un de ses cadres le plus expérimenté, l'ancien directeur général de Western Union, Ghislain Mboma. Sans attendre l'échéance de 2014, Loxia EMF peut déjà se frotter les

mains. Sylvia Bongo, l'épouse du chef de l'Etat a décidé il y a quelques semaines de domicilier 1 milliard de FCFA à Loxia pour financer les activités génératrices de revenus des associations féminines de la province du Woleu-Ntem. Une marque de confiance qui vaut son pesant d'or.

ALBERT MONDONGO

www.bgfi.com



LOXIA Emf
Le solide allié de votre activité
Etablissement de 2^{ème} catégorie

Au coeur de notre vision, le développement de vos activités

Micro Finance
Micro crédit
Compte courant
Epargne

Cash Management
Transfert d'argent
Change manuel

CONTACTEZ-NOUS au 74 08 58

Une société du Groupe BGFIBank

Port-Gentil

Les petits pas de la zone franche de l'île Mandji

Lancé tambour battant il y a quelques années, le projet d'aménagement de la zone franche sur la presqu'île Mandji, où s'étale Port-Gentil, n'a jamais été abandonné par les autorités locales malgré les nombreux problèmes techniques auquel a été confronté le projet.



La construction d'un port dans la zone franche a été prévue là où la profondeur de la mer est estimée de 18 m à plus de 32 m. Des conditions adaptées à un port en eau profonde.

Exposé par les contraintes techniques et climatologiques, le site prévu pour accueillir la zone franche dans la capitale économique gabonaise pourrait bientôt voir ses travaux démarrer. Face aux difficultés rencontrées dans l'exécution du projet, notamment le joug menaçant du niveau de la mer qui monte inexorablement en raison du réchauffement de la planète, le projet a été repensé, remodelé et adapté. L'enjeu est important, l'aménagement de cette zone économique présentant des avantages fiscaux et administratifs pour les entreprises. Elle constituerait en outre un formidable levier pour la croissance, encourageant également la diversification de l'économie nationale.

Olam semble concerné par le projet
Conformément à la programmation du gouvernement, les études d'aménagement de la parcelle F, dite « Chapuis et Djolowé », ont été confiées sur la base d'un appel d'offres à la société SNC Lavalin, à travers sa filiale espagnole Intecs-Inarsa. Le contrat d'études a été signé le 3 décembre 2009 et s'est étalé sur un peu plus de sept mois. Le seul changement intervenu depuis lors est le passage de témoin de l'ancien haut-commissaire au projet, Egidio Boundono Simangoye, à l'an-

cien vice-Premier ministre en charge du contrôle d'Etat, Honorine Dossou Naki. La nouvelle porte-étendard du projet a ainsi pu obtenir un accord de préfinancement des travaux de déforestation et de viabilisation du site à hauteur de 6,5 milliards de nos francs avec la société Lions Constructions, en partenariat avec des opérateurs locaux, notamment Cogecor. Dès la fin des travaux d'aménagement et de préparation du site, les premières sociétés internationales pourront officiellement s'implanter.

Olam, déjà implanté à Libreville et dans l'intérieur du pays où il porte d'importants projets de développement (zone économique spéciale de Nkok, palmeraies,...), se serait déjà manifesté. Le groupe singapourien envisage notamment la construction d'un complexe de fabrication d'engrais ammoniac urée dont le début des opérations est fixé au premier semestre 2014. Le groupe Olam s'est engagé à exporter toute sa production (1,3 million de tonnes d'urée par an) à destination de ses 10 000 clients répartis à travers plus de 55 marchés dans le monde. Pour cela, la construction d'un port dans la zone franche a été prévue là où la profondeur de la mer est estimée de 18 m à plus de 32 m. Selon le coordinateur du projet, Clotaire Nguéle, cette profondeur

est idéale pour un port en eau profonde, capable d'accueillir de gros tankers. Des prévisions validées par les études topographiques et géotechniques qui ont permis de confirmer la profondeur du littoral sur la façade Atlantique, la bonne résistance des sols et la délimitation exacte de la parcelle Djolowé Chapuis, qui passe des 922 ha initialement prévus à 926 ha. Une surface d'accueil qui devrait permettre le développement optimal des sociétés des secteurs pétroliers et du bois, notamment.

Un impact sur l'emploi

La zone Franche de l'île Mandji est ainsi appelée à devenir un pôle industriel et commercial bien délimité à l'abri de toute confusion fiscale et douanière pour la ville de Port-Gentil. Ces installations industrielles et commerciales devraient permettre de générer un vivier d'emplois capable de résorber le taux de chômage croissant dans la capitale économique gabonaise. Selon les estimations des études menées par des organismes nationaux et internationaux, le caractère attractif de la zone franche entraînera une évolution positive de la population avec un taux d'accroissement naturel de 2,5%. Heureusement, Port-Gentil dispose d'énormes possibilités d'accueil pour de nouvelle population puisque la ville pourrait accueillir jusqu'à 250 000 habitants, contre environ 150 000 habitants actuellement.

NARGO NELTOH



Comment se présentera la parcelle aménagée ?

Le plan d'aménagement de la parcelle F, dite « Djolowé-Chapuis », est conçu et étudié en application des normes techniques européennes en vigueur et des méthodes d'aménagement des zones industrielles. L'organisation et l'aménagement spatial répondent aux critères et aux règles de proximité des industries et des incompatibilités environnementales entre les différentes activités prévues. L'ensemble des équipements de services (réseaux électriques, de télécommunication, de distribution d'eau, d'assainissement, etc.) seront souterrains et traverseront la parcelle par des espaces réservés. Cette organisation d'aménagement évite de détruire toute autre construction telle que la voirie lors des entretiens ou réparations. L'ensemble de la parcelle aménagée sera boisée. Des panneaux de signalisation seront implantés et le réseau routier, moderne et large, comportera des ronds points aux croisements pour faciliter les manœuvres des véhicules articulés et poids lourds. Les rivières seront traversées par des ouvrages d'art qui ont été conçus par le bureau d'études. Les travaux d'aménagement sont prévus pour être exécutés en plusieurs phases. Au regard de l'existence de certaines infrastructures fixes (gazoduc, etc.) et du volume de terrassement nécessaire, deux phases sont retenues. La première couvre la moitié sud de la parcelle. L'emplacement probable du port en eau profonde est prévu à l'extrême sud de la parcelle, où la profondeur de la mer est la plus appropriée. L'estimation du coût de construction du port et des équipements portuaires est d'environ 138,2 milliards de francs CFA. Le coût d'aménagement global du projet est estimé à 152 milliards de francs CFA. La première phase d'aménagement correspond à environ 363 ha, pour un coût d'environ 70 milliards de francs CFA. A cela il faudra ajouter le coût de construction de la centrale électrique évalué à 38,5 milliards de francs CFA. Cette centrale devrait permettre d'alimenter la totalité de la future zone résidentielle projetée dans la parcelle C.

N. N.

Parce que le FRET est aussi notre métier



GABON **logistics**
AIRLINES

Direction Fret 44 25 15 - Fax 44 25 16 • Représentation Port-Gentil 05 93 80 23 - Fax 56 49 01

www.gabonairlines.com

Le miracle sud-africain

Doté de secteurs économiques traditionnellement forts comme les industries minières et l'agriculture, le pays peut s'appuyer sur un tertiaire en pleine expansion. En outre, les investissements infrastructurels consentis pour l'organisation du Mondial 2010 ont réellement boosté l'économie sud-africaine.



Les nombreuses réalisations qui ont été effectuées sur le plan des infrastructures dans différentes villes du pays devraient, à terme, être rentabilisées par une attractivité accrue en direction des investisseurs étrangers.

Le pays arc-en-ciel serait-il enfin en passe de transformer son image, cristallisée autour de l'apartheid, du crime organisé, de la violence urbaine et des ravages du sida ? Et peut-on tabler sur la pérennité du grand bon en avant d'un pays qui vient d'ailleurs d'être formellement invité à rejoindre le groupe BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) des grands pays émergents, selon l'annonce le 24 décembre

dernier, de la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Maite Nkoana-Masabane ? Une chose est sûre, à l'instar de

ces nations, l'Afrique du Sud s'est résolument métamorphosée en six ans. Conséquence notamment du succès du Mondial 2010 de football – qui s'est traduit sur le plan sportif par la construction de cinq nouveaux stades de plus de 40 000 places, dont celui du Cap qui a coûté la bagatelle de 440 millions d'euros –, la capacité hôtelière a augmenté, les principaux aéroports ont été rénovés dont la ville de Durban qui s'est vu dotée d'un aéroport flambant neuf, les autoroutes ont été réaménagées. Johannesburg dispose désormais d'un système de bus moderne digne

de ce nom. Le train express construit par la société française Bouygues et exploité par RATP DEV (une filiale de la Régie Autonome des transports parisiens) relie désormais Johannesburg, la capitale économique du pays, à sa capitale politique, Pretoria. C'est à long terme que le gouvernement de Jacob Zuma compte rentabiliser toutes ces infrastructures et équipements publics chiffrés à 4 milliards d'euros soit environ 2 624 milliards de francs CFA. Principalement en attirant des touristes (la barre des 10 millions de visiteurs devrait être franchie en 2010 conformément aux prévisions du gouvernement) ainsi que les investisseurs étrangers, selon les prévisions des autorités sud-africaines.

Un secteur bancaire solide

A court terme, tous ces travaux liés ont déjà permis la relance économique, par

anticipation, de la récession survenue en 2009, la première depuis dix-sept ans ! Entre 2004 et 2007, la croissance s'est en effet maintenue à plus de 5% avant que le PIB n'enregistre une baisse de 1,8%. Malgré les vicissitudes de la demande internationale, l'Afrique du Sud, premier producteur d'or et de platine du monde, a moins souffert que d'autres grâce à la solidité de son secteur bancaire qui, en dépit d'un certain ralentissement économique, continue de truster le haut du classement des banques africaines. La hiérarchie des banques sud-africaines n'a pas connu de révolution majeure, les cinq premières étant les mêmes qu'au classement 2009. Le groupe Standard Bank conforte sa position, avec un total de bilan de 80 milliards de dollars US, en hausse de 35% par rapport à 2009. Dans le sillage du numéro un, ses concurrents immédiats, Standard Bank of South Africa, Amalgamate Banks of South Africa (ABSA), Nedbank Group et FirstRand Banking Group, maintiennent plus ou moins leurs positions.

Au niveau du classement des assurances en Afrique, les acteurs sud-africains du secteur, Sanlam Old Mutual (filiale de la compagnie britannique éponyme), Liberty Group et bien d'autres, continuent de dominer nettement le marché sur le continent. Mieux, en 2010, les économistes internationaux ont tablé sur une croissance de 2,5 à 3%, qui a été certes limitée par le repli des investissements privés et l'appréciation du rand, la monnaie sud-africaine. Cependant, ce taux devrait selon les projections, passer à 3,5% en 2011 et à 4,1% en 2012 sous l'effet de l'amélioration persistante de la situation mondiale.

L'impact de la Coupe du monde

Le gouvernement, en prenant en compte les dépenses pour les stades et les infrastructures de base, estime que la Coupe du monde 2010 a ajouté 1 point de pour-

Les dépenses

La monnaie locale est le rand sud-africain (1 rand équivaut à environ 9,4 euros). Les guichets automatiques bancaires (GAB) acceptent des cartes de crédit/Visa, Cirrus et Maestro des banques internationales. L'Afrique du Sud a adopté des systèmes bancaires parmi les plus sophistiqués du monde par conséquent, la plupart des hôtels, restaurants, et des magasins acceptent les cartes de crédit. Quant aux taxes sur la valeur ajoutée (TVA), l'Afrique du Sud a adopté un régime de TVA de 14% sur les achats et services. Si vous êtes un visiteur étranger en Afrique du Sud, vous pouvez récupérer la TVA sur vos achats à condition que le total dépasse les 250 rands. Assurez-vous, après vos achats, d'avoir une facture dans le magasin où vous avez effectué vos achats, et au départ du pays, présentez vos produits et la facture pour inspection au bureau de remboursement de la TVA.

centage à la croissance économique de l'Afrique du Sud pour 2010/2011, après avoir tablé initialement sur un plus de 0,5%. Quant aux retombées sociales, environ 130 000 emplois, pour la plupart liés à cette compétition, ont été créés dans la construction, les routes, les transports et l'industrie hôtelière. Selon le ministre des Finances, Pravin Gordhan, l'organisation du Mondial 2010 a agi comme un catalyseur pour l'expansion des infrastructures de base, le développement des compétences, la création d'emplois et la croissance économique en Afrique du Sud. « Plus important encore, le tournoi a sans aucun doute renforcé la position du pays sur la scène internationale, mettant en exergue ses capacités dans la construction et la livraison d'une infrastructure de classe mondiale dans les délais requis, et cela sans imposer un fardeau financier supplémentaire au fisc national. Les échos sur l'Afrique du Sud rapportés dans les médias internationaux pendant la manifestation suggèrent que nous avons réussi à combler cet écart de perception. Ces rapports sur l'Afrique du Sud ont été les plus positifs jamais consacrés depuis notre transition réussie vers la démocratie en 1994. Nous avons tiré des enseignements majeurs de l'organisation du tournoi et ils seront mis à profit dans notre programme de construction d'infrastructures dans le secteur public, où 846 milliards de rands (soit environ 900 millions d'euros, nldr) ont déjà été engagés sur les trois prochaines années. Et pour les trois prochaines années fiscales, la dépense budgétaire passera de 261 milliards de rands à 300 milliards de Rands en 2013 », a ainsi déclaré Pravin Gordhan.

Le pari de l'éducation

Sur l'ensemble de ces dépenses budgétaires, plus de 45% de ces engagements seront affectés à l'électricité, au fret ferroviaire et aux ports afin d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en électricité (maillon faible des infrastructures de base de l'économie sud-africaine) et une

meilleure qualité des services de fret et d'expédition, et contribuer ainsi à accroître les exportations du pays. A cela, il faut ajouter l'éducation et la formation profes-

moitié en Afrique. « L'investissement le plus important pour l'avenir de toute nation est l'éducation. Aucun héritage ne peut être plus grand que celui-ci », a souligné



Le secteur touristique sud-africain présente un potentiel de développement important. Selon les attentes du gouvernement, la barre des 10 millions de visiteurs devait être franchie au terme de l'exercice 2010.

sionnelle de la majorité noire de l'Afrique du Sud, sachant que le principal problème de l'économie sud-africaine est l'absence de la main-d'œuvre suffisamment qualifiée. Et lors du sommet « Un but : l'éducation pour tous », qui s'est tenu en juillet 2010 à Pretoria et dont le thème a été « L'éducation : le plus grand héritage », le président Jacob Zuma, s'adressant aux chefs d'Etat, a déclaré qu'« il n'y a de plus beau legs que l'organisation de la FIFA 2010 World Cup pourrait laisser que celui de l'éducation ». En rappel, il est estimé à environ 72 millions le nombre d'enfants non scolarisés à travers le monde, dont la

le président sud-africain, en s'engageant à mener à bien ce chantier d'ici à 2015. Enfin, une étude mise à jour par le Cabinet de conseil PriceWaterhouseCoopers (« The World in 2050 »), prévoit que l'Afrique du Sud sera la septième économie à plus forte croissance d'ici à 2050, avec un taux moyen de croissance annuelle réelle de 5%. Le rapport prévoit également un taux annuel moyen de croissance démographique de 0,3% et un PIB annuel moyen par habitant de 3,6% à partir d'ici à 2050. Avec comme référence une Afrique du Sud classée vingtième économie mondiale en 2009 en termes de parité de pouvoir d'achat et une économie qui pèse quelque 508 milliards de dollars US. « Notre principale conclusion est que la crise financière mondiale a encore accéléré le glissement du pouvoir économique mondial aux pays émergents », affirment les rédacteurs du rapport, tournant leur regard vers l'Afrique du Sud, la plus grande économie du continent africain.

NARGO NELTON

Apprendre en Afrique du Sud

La première étape du parcours universitaire pour un étudiant francophone commence par l'étude de la langue de Shakespeare. En Afrique du Sud, plus de 5 000 jeunes Gabonais sont inscrits à l'Université ou dans des centres de formation professionnelle. Plusieurs écoles de langue reconnues ont été retenues pour l'année académique 2010/2011.

JOHANNESBURG

- Academy of Business Communication (ABC)
Tél. : 0027 11 403 2171.
Fax : 0027 11 403 2172.
KBW House 122 De Korte Street Braamfontein.
2001 Johannesburg South Africa.
www.abcinternational.co.za
E-mail : abcoffice@icon.co.za

CAPE TOWN

- Eurocentres
Tél. : 0027 21 423 1833.
50 Long Streets, Cape Town, South Africa.
www.eurocentres.co.za
- South African School of English
Tél. : 0027 21 434 33 99.
Fax : 0027 21 433 00 43.
100 Main Road, Courtyard Sea Point, Cape Town 8005.
www.sase.co.za

PRETORIA

- Easy English, International School of English
Tél. : 0027 12 430 2054.
Fax : 0027 12 430 3356.
1001 Schoeman Street Arcadia, Tshwane South Africa 0002.
P.O Box 34408 Glenstantia 0010.
www.saenglish.com
E-mail: easyenglish@webmail.co.za
- Getting To Know English.com
Tél. : 0027 12 342 5703.
Fax: 0027 12 342 1396.
221 Festival Street, Hatfield, Pretoria.
PO Box 2580, Brooklyn Square, 0075.
www.gtkee.com
info@gtkc.com



L'Afrique du Sud en quelques chiffres

- 1^{re} puissance économique africaine.
- 5% : taux moyen de croissance annuelle réelle.
- 7^e économie à plus forte croissance prévue d'ici à 2050.
- 20^e économie mondiale en 2009 (508 milliards de dollars US).
- 49,3 millions : population.
- 5 823 dollars US : PIB/habitant.



Les médias tissent leur toile sur le Net

L'évolution des technologies de l'information et de la communication pousse les médias traditionnels à s'adapter pour ne pas perdre des parts de marché grignotées par des télévisions et des radios d'un nouveau genre, sans petit écran ou bande FM. C'est la nouvelle génération de médias qui surfe sur la vague Internet.

Les web-téles et web-radios s'écoutent et se regardent partout dans le monde grâce à l'Internet en diffusant – via la technologie de lecture en continu, respectivement par streaming ou téléchargement progressif et flux audio – un mode de diffusion dont les premiers essais ont été effectués en 1995 et qui constitue l'avenir de ce type de média. Ces dix dernières années, Internet s'est imposé partout dans le monde comme un élément indispensable de notre quotidien et l'arrivée des téléphones portables donnant accès à Internet a multiplié par trois les consultations de sites Web à partir d'un mobile, ce qui n'a pas échappé aux publicitaires qui suivent l'air du temps.

Le poids de la planète Internet

Une étude menée en décembre 2010 aux États-Unis par « eMarketer » révèle une explosion de cette vitrine, devenue incontournable au pays de l'Oncle Sam, où la publicité en ligne en 2010 a augmenté de 13,9%, atteignant un record de 25,8 milliards de dollars. Les prévisions sont très optimistes pour les années à venir : 30 milliards en 2012 et 40 milliards de dollars en 2014, de quoi aiguiser l'appétit des médias du Net. Il faut dire que les chiffres ont de quoi nourrir l'ambition des publicitaires si l'on se fie à la société Pingdom, spécialisée dans les conseils et services Internet, qui a compilé toute une série de données relatives au Web en 2010. Elle estime aujourd'hui à près de 2 milliards le nombre d'utilisateurs d'Internet (+14% en un an). L'Asie concentre la plus forte population d'internautes (825,1 millions), devant l'Europe (475,1 millions), l'Amérique du Nord (266,2 millions), l'Amérique centrale et du Sud (204,7 millions), l'Afrique (110,9 millions), soit seulement 1 habitant sur 10, le Moyen-Orient (63,2 millions), et l'Océanie (21,3 millions).

Des chiffres en adéquation avec ceux de l'Union internationale des télécommunications (UIT), un organisme rattaché aux Nations unies, en charge de réglementer les télécommunications au niveau international et qui publie chaque année un état des lieux du monde en la matière.

Les web-radios se professionnalisent. Aux États-Unis leur chiffre d'affaires a déjà atteint 550 millions de dollars...

De l'artisanat à la grosse entreprise

Cet attrait des populations pour ce nouvel outil de communication a entraîné une nouvelle génération de médias accessibles uniquement sur Internet, à l'image du mouvement des radios libres au début des années 80 sur la bande FM. On compte de 50 000 à 70 000 radios de ce type à l'échelle planétaire avec une diversité infinie qui va des sensibilités politiques aux genres musicaux en passant par les loisirs et les centres d'intérêt professionnels. Mais les web-radios ne se limitent pas à des initiatives personnelles car au fur et à mesure que les enjeux économiques grandissent, le secteur se professionnalise et aux États-Unis leur chiffre d'affaires a déjà atteint 550 millions de dollars. Un groupe phare, Goom Radio, a été monté fin 2007 par deux anciens collaborateurs de la radio traditionnelle NRJ grâce à un financement de plus de 4 millions d'euros et, durant les deux années qui ont suivi, Goom est devenu un groupe international avec 22 web-radios en France et 12 aux États-Unis, un chiffre d'affaires de 13 millions d'euros, 135 salariés et 100 000 auditeurs. Il faut ajouter à cela les activités de conception et d'hébergement de radio qui procurent l'essentiel des revenus du groupe (70%), le reste venant de la publicité car le groupe conçoit des stations en « marque blanche », c'est-à-dire qu'il propose des web-radios clés en main pour des concurrents.

Un réel potentiel en Afrique

On estime entre 18 et 20 millions le nombre de personnes écoutant la radio par Internet en France chaque mois, notamment chez les plus jeunes, et l'on parie sur l'explosion de l'audience avec la généralisation de la technologie 3G qui permet d'écouter la radio sur son téléphone portable. De plus, les web-radios seront bientôt dans toutes les voitures avec des autoradios 3G ou un port iPhone, afin que le téléphone capte la radio via la 3G et fasse aussi office de GPS.

Le marché semble prometteur et l'Afrique n'est pas en reste avec l'explosion imminente d'Internet à des coûts d'accès plus bas ce qui a amené certains à suivre la



tendance en démarrant sur la Toile avant de basculer sur les petits écrans comme Voxafrica, Africa 24 et la petite dernière, Sud 1°. Mais il y a aussi ceux qui basent toute leur stratégie sur les nouvelles technologies de l'information et misent sur la télévision en ligne, c'est le concept d'ANN24 – « www.ann24.com » pour Africa News Network 24 – la première chaîne panafricaine d'informations en ligne lancée en juin 2007 et avançant deux ans plus tard des chiffres encourageants sur les connexions enregistrées : plus de 60 000 visiteurs chaque mois et plus de 300 000 pages vues. La chaîne tire la majeure partie de ses revenus de la publicité, même si la culture du marketing et de la communication sur Internet, un marché potentiel de 900 millions de consommateurs, n'est pas encore très ancrée dans le fonctionnement des entreprises africaines.

Africa News Network Ltd, la société editrice de ANN24 qui comptait deux associés, est devenue depuis avril 2010 Africa News Network Multimédia SARL, dirigée par l'un des fondateurs, Marcel Amoko, journaliste qui a passé une vingtaine d'années à couvrir l'actualité africaine pour différents médias, dont les douze dernières au service mondial de la BBC, à Londres.

Des coûts de fonctionnement bien moindres

Autre pionnière, la première web-radio africaine née au mois d'avril 2008, baptisée symboliquement, avec une pensée fédératrice, Farafina Radio (« www.farafinaradio.com » – « contact@farafinaradio.com »), ce qui signifie « Afrique noire » ou « Monde noir » en bambara, la langue la plus utilisée pour le commerce en Afrique de l'Ouest et qui fonctionne avec un budget annuel de 5 000 euros. Son fondateur, Donald Tia, technico-réalisateur de 38 ans qui a longtemps travaillé pour de nombreuses

radios parisiennes, privilégie la qualité des programmes et le confort d'écoute comme sur les radios FM, et explique s'être engouffré par passion et avec peu de moyens financiers dans une brèche négligée qui deviendra incontournable d'ici quelques années. Il a démarré l'aventure avec un ordinateur, un logiciel de programmation, un serveur dédié loué à l'année, sans oublier la création du site Internet sur lequel vont « pointer », comme il dit, les internautes qui sont 3 000 chaque jour à visiter le site, et 1 500 auditeurs en simultané. Aujourd'hui Farafina Radio, qui fait partie du quotidien des Africains de la diaspora, veut franchir une nouvelle étape en montant un studio pour rendre compte des événements en direct. Mais cela a un coût que Donald Tia s'emploie à amortir en négociant des partenariats, car aux 20 000 euros de matériel nécessaire il faut ajouter le loyer et les salaires pour une somme équivalente. C'est un passage incontournable car sur la bande FM ou sur le Net, la radio est un média « chaud » qui n'attend pas, tout comme la concurrence ! En un clic, vous pouvez devenir le patron de votre propre web-radio avec le contenu qui vous plaît, mais les choses se compliquent lorsque vous souhaitez que plusieurs personnes vous rejoignent car à frais limités : écoute limitée ! Certains supports sont indispensables pour accueillir de plus en plus d'internautes, comme l'incontournable serveur à la bande passante performante – allant de 100 mégabits par seconde à 1 gigabit par seconde –, et les tarifs varient selon les besoins de 120 à 400 euros par mois. Dissuasif pour les amateurs mais très avantageux pour les professionnels à petits budgets, à des années lumières des millions d'euros déboursés par les radios et télévisions traditionnelles.

CHRISTIANE REVENO

Billetterie
Circuits et prestations touristiques
Toutes destinations
Représentant exclusif **RAIL EUROPE**

mistral VOYAGES

www.ecotourisme-gabon.com

Immeuble Diamant - BP 2106 Libreville
Tél. : +241 76 04 21 - +241 76 12 22
Fax : +241 74 77 80
mistral.lbv@igtelecom.net

Av. S. de Brazza - BP 597 Port-Gentil
Tél. : +241 56 25 25
Fax : +241 56 25 93
Mistral.pog@gmail.com

Géant CKdo

Foire aux livres

HORAIRES
DU LUNDI AU JEUDI
DE 8H30 A 12H30 ET DE 15H A 20H
LE VENDREDI DE 8H30 A 21H
SANS INTERRUPTION
LE SAMEDI DE 8H30 A 20H
SANS INTERRUPTION

Centr'Affaires étend son réseau sur Libreville

Juste avant les fêtes de Noël, un nouveau magasin Centr'Affaires, le cinquième dans la capitale gabonaise, a ouvert ses portes à Libreville, près de l'aéroport. Il doit permettre de renforcer le réseau de distribution et la proximité avec les populations dans cette zone de Libreville en pleine expansion.

Au moment des achats de fin d'année, ils ont été nombreux à venir faire leurs derniers achats dans le nouveau magasin Centr'Affaires de l'aéroport, providentiel pour tous les retardataires rebutés par la cohue du centre-ville. Un plein succès pour la cinquième venue de cette enseigne qui a beaucoup évolué depuis le bazar du centre-ville il y a une vingtaine d'années. « Nous avons ouvert le magasin de l'aéroport pour toutes populations qui sont de l'autre côté de la ville, celles d'Okala et Agondjé notamment. D'ailleurs, quand nous avons ouvert, le 17 décembre, de nombreuses personnes nous ont remerciées », explique la directrice commerciale, Nadine Willems. « Les travaux ont commencé en juillet-août, donc nous avons dû aller très vite pour ouvrir avant Noël », poursuit-elle.

Une enseigne de référence

Le magasin présente une surface au sol de près de 900 m² pour le bazar, ainsi qu'une mezzanine de 340 m² pour l'ameublement. C'est le plus grand magasin Centr'Affaires et également le plus lumineux. Un parking est accessible à la clientèle, ce qui constitue un avantage non négligeable, ainsi que de l'espace devant le magasin pour l'exposition extérieure. En outre, son positionnement dans la ville est appréciable pour toutes les populations qui résident après l'aéroport, mais également pour les quartiers desservis par la voie express, qui peuvent ainsi éviter d'affronter les embouteillages du centre-ville ou d'Oloumi. Une politique de proximité payante puisque de Noël à la rentrée scolaire Centr'Affaires est devenu, depuis quelques années déjà, une



référence dans la capitale gabonaise. Que de chemin parcouru depuis cette première enseigne du centre-ville, initialement destinée au bazar puis spécialisée par la suite dans l'ameublement de la maison et du bureau. Centr'Affaires a ensuite ouvert ses portes à Nombakélé, où le bazar fut davantage privilégié. S'en est suivi l'ouverture des magasins de Rénovation et Oloumi qui combinent bazar et ame-

blement, comme celui de l'aéroport qui vient d'ouvrir ses portes. Centr'Affaires a également ouvert une grande enseigne à Port-Gentil en décembre 2008. Une belle extension qui a permis à l'équipe de passer d'une trentaine d'employés il y a vingt ans, à une équipe de plus de 130 personnes aujourd'hui.

DIEGO ESSANDONE

L'ART DE LA RENCONTRE
MEETING IS AN ART

لايكو Laico
OKOUME PALACE
LIBREVILLE

Bamako • Banjul • Bissau • Brazzaville • Dar Es Salaam • Djibouti • Entebbe
Hammamet • Kigali • Libreville • Marrakech • Ouagadougou • Tunis

www.laicohotels.com

S.T.S. ENVIRONNEMENT
SOCIETE DES TRAVAUX ET SERVICES

Travaux Topographiques, Cadastres, et Fonciers
Travaux Publics et Genie Civil
Travaux sismiques: Layonnage, Topo, Cartographie
Bureau d'études: Contrôle des travaux, Geotechnique, Etudes Routières, Ouvrages d'Art, Etudes d'Urbanisme, Géodesie, Assainissement, Etudes des sols, Conception Architecturale
Travaux Bâtiment Tous Corps d'Etat: Construction, Entretien, Réfection, Plomberie, Peinture, Electricité, Etanchéité, Revêtement sols, Menuiserie, Charpente, Carrelage.

Location du matériel
Vente des matériaux de construction: Sable, Gravier, Bois, Briques, Ciment, Laterite

B.P 2121 PORT-GENTIL (Route Aéroport)
Tél: 56 80 51 / 05 18 35 21 / 07 / 45 / 30 / 24
E-mail: sts.environnement@yahoo.fr

OMAR BONGO ONDIMBA

L'histoire économique du Gabon de 1967 à 2009 illustrée dans un ouvrage inédit de plus de 300 photos exclusives !

Découvrez toutes les transformations initiées par **OMAR BONGO ONDIMBA** dans tous les domaines de l'économie



Les travaux de désenclavement du pays à travers l'épopée du Transgabonais, les grands chantiers de rénovation des villes, l'exploitation des ressources locales, le développement des télécommunications et des outils d'information... Des images que l'on parcourt comme un voyage dans le temps et qui révèlent le rôle de bâtisseur du Président Omar Bongo Ondimba.

Un livre unique de 172 pages, premier tome d'une trilogie, édité par Mobility Media Africa, pour un cadeau d'entreprise exceptionnel...

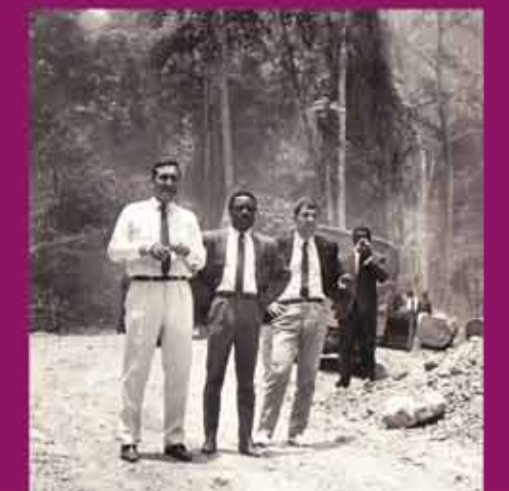


172 pages - Prix de vente public 40 000 FCFA

Disponible à Libreville dans les points de vente suivants : Kiosque de l'hôtel Laico Intercontinental • Boutique Select (Galerie de MBolo) • Géant CKdo • Librairie du Komo • CK2 • Kiosque du Méridien • Maison de la presse.



Pour toutes commandes en volume, contactez Laure CHATELIER - 07 47 74 77 - laurechatelier@hotmail.com ou Esther LUDEAU - 03 14 00 38 - e.ludeau@yahoo.fr ou bien Bertrand MOUNDJOUKOU - 03 30 90 11 - moundjoukouberttrand@yahoo.fr



Le nouveau Mac Book Air, qui dit mieux ?

Parmi les produits les plus attendus de la fin d'année 2010, le nouveau Mac Book Air revient avec de nombreuses innovations sous sa coque en aluminium...



Parmi les produits les plus attendus de la fin d'année 2010, le nouveau Mac Book Air est arrivé avec deux modèles, le 11 pouces (1,06 kg) et le 13 pouces (1,32 kg). « Le portable le plus fin du monde » revient avec des innovations sous sa coque en aluminium : des puces MLC de nouvelle génération directement intégrées à la carte mère de 64 à 256 Go. Pour Apple, cette nouvelle technologie de stockage des données semble signer le glas de l'encombrant disque dur SSD au format 1,8 pouce. Plus fin et plus puissant donc... qui dit mieux ? Mais le nouveau Mac Book Air, un concentré technologique à bien des titres, comme sa coque en aluminium réalisée en une seule pièce, son trackpad multi-touch en verre dépourvu de boutons, deux ports USB contre un seul auparavant, ou encore une batterie bien plus performante qui offre jusqu'à cinq heures d'autonomie sur le modèle de 11 pouces, sept heures sur celui de 13 pouces et, pour les deux, trente jours d'autonomie en veille.

Une ergonomie réussie

Sur le plan esthétique, l'avis semble unanime : le Mac Book Air est un beau produit, très réussi dans sa ligne et son design de caractère. Le portable 11 pouces mesure 29,95 cm en longueur, 19,2 cm en largeur avec une épaisseur de 0,3 à 1,7 cm en partant de l'avant vers l'arrière et pèse tout juste 1,06 kg, autant dire que vous ne le sentirez pas dans votre sac. La coque en aluminium lui permet une gestion appropriée de la chaleur et, point très appréciable, le Mac Book Air est totalement silencieux. L'écran à rétro éclairage LED 11 pouces offre une résolution de 1 366 x 768 bien plus confortable pour l'affichage d'une

page Web qu'un Netbook standard (1 024 x 600). La luminosité se contrôle par 16 paliers via les touches allouées partagées de fonctions (F1 et F2). Elle est extrêmement puissante et la lumière bien homogène sur toute la surface de la dalle.

Le clavier aux 79 touches plates dispose de touches bien espacées qui émettent un léger cliquetis lorsqu'on les presse. On retrouve sur le bandeau supérieur des touches de raccourcis (luminosité, widgets, gestion des fenêtres ouvertes, touches multimédias de lecture, contrôle audio, éjection CD externe). Le TrackPad multi-touch est imposant et les boutons ne sont pas visibles. Pour l'utiliser au mieux, nous vous invitons à le configurer dans les paramètres systèmes et à mémoriser les diverses combinaisons (« pivoter », « zoom écran », « clic secondaire à deux doigts »...). Sur ce point, le Mac Book Air offre une maniabilité époustouflante dès le TrackPad apprivoisé.

Très performant pour la navigation Internet

Au niveau de la connectique, point faible de la première version avec un seul port USB, il y a eu des améliorations. Il ne faut toutefois pas s'attendre à des prouesses car la finesse du Mac Book Air ne lui permet pas de rivaliser avec les portables traditionnels. Sur le côté gauche, vous trouverez le port adaptateur secteur, un port USB 2.0, une sortie casque (minijack) et un microphone omnidirectionnel. Sur le côté droit, un deuxième port USB, un Display Port et en façade la webcam iSight. La connectique interne mise, elle, sur le Wi-Fi AirPort Extreme 802.11n, le Bluetooth 2.1 + EDR (Enhanced Data Rate). Il n'y a donc pas de port Ethernet, mais vous

pourrez en acquérir un pour une trentaine d'euros dans un appel store. Enfin, on appréciera la qualité des haut-parleurs stéréo.

Dans la pratique maintenant, le système d'exploitation, avec ses 2 Go, est extrêmement réactif et compte tenu de sa taille et des composants intégrés, ce portable s'avère idéal pour la navigation Internet (le navigateur Safari se lance en un temps record), la messagerie électronique et instantanée (en visioconférence aussi) et un usage bureautique standard (traitement de texte, tableur, présentation animée). Toutes les applications Mac y sont disponibles et fonctionnelles. En revanche pas de cadeaux pour les gamers, le Mac Book Air n'est résolument pas idéal pour les jeux vidéo. Le mode de connexion Internet par défaut passe par le Wi-Fi AirPort Extreme 802.11n ; pour profiter de la pleine vitesse un routeur Wi-Fi n s'impose (la plu-

part des Box Internet sont en Wi-Fi 802.11g), sans quoi, il vous faudra être patient. Les tests vidéo avec les différents lecteurs (VLC, Quicktime) se sont révélés très concluants, la lecture est fluide sur l'écran. Pour information, la résolution maximale acceptée en sortie sur un moniteur externe est de 2 560 x 1 600 pixels donc si vous en avez l'envie et les moyens vous pourrez investir dans un moniteur Apple LED Cinema Display 27 pouces !

Cette nouvelle technologie de stockage des données semble signer le glas du disque dur SSD au format 1,8 pouce. Plus fin, et donc plus puissant...

Un bilan assez concluant

Pour conclure, on aura compris que le Mac Book Air a misé sur la portabilité et la fonctionnalité et, à ces niveaux, il remplit parfaitement ses missions. Il est très léger, très esthétique, silencieux et solide. Avec son Intel Mobile Core 2 Duo et ses 2 Go de mémoire vive (4 Go au maximum), il correspond à tous les profils d'utilisateurs pour les travaux de bureautique avancée, le multimédia classique au sens large (gestion et visionnage d'albums photos, écoute de vos fichiers audio, lecture de vidéos SD et même HD) la navigation sur Internet et

les applications communicantes. Pour les jeux 3D les plus puissants sous Windows avec Boot Camp (FPS et autres), cela reste jouable mais au prix de lourds sacrifices (détails au minimum, jouabilité très moyenne), pour les jeux d'aventures de type point & click, en revanche, aucun souci à se faire ! Au niveau des points faibles, on rappellera la connectique assez pauvre du Mac Book Air : pas de port Ethernet, pas de FireWire, pas de lecteur de carte SD sur la configuration en 11 pouces, pas de batterie amovible (voyager en emportant plusieurs batteries est donc impossible). Il faut en outre prévoir l'acquisition d'un lecteur CD/DVD si vous pensez en avoir l'utilité (pas nécessairement un SuperDrive, n'importe lequel en USB fait l'affaire). Toutes les liaisons passeront par les deux ports USB 2.0 et le Display Port (prévoir un adaptateur au choix, sortie DVI, DVI double liaison, VGA ou HDMI). Par contre, on applaudit la puce de stockage SSD de 64 à 256 Go pour tous les modèles, qui élimine définitivement la partie mécanique. Résultat : le silence complet dans la coque du Mac Book Air et les performances en lecture sont très satisfaisants (démarrage en un temps record,

lancement des applications ultra-réactif). Il existe à l'heure actuelle quatre modèles de Mac Book Air en vente. Pour les modèles en 11 pouces, les processeurs Intel Core 2 Duo atteignent les fréquences de 1,4 ou 1,6 GHz et, pour le grand frère en 13 pouces, de 1,86 à 2,13 GHz. Les configurations mémoire sont en standard livrées avec 2 Go de RAM DRR3 à 1067 MHz (4 Go au maximum). Tous les portables disposent d'écrans LED 16/9 aux résolutions natives de 1 366 x 768 pour le 11 pouces, et 1 440 x 900 en 13 pouces. Les prix démarrent à 999 euros pour un 11 pouces avec stockage 64 Go, et jusqu'à 1 599 euros pour le 13 pouces en 256 Go.

DIEGO ESSANDONE

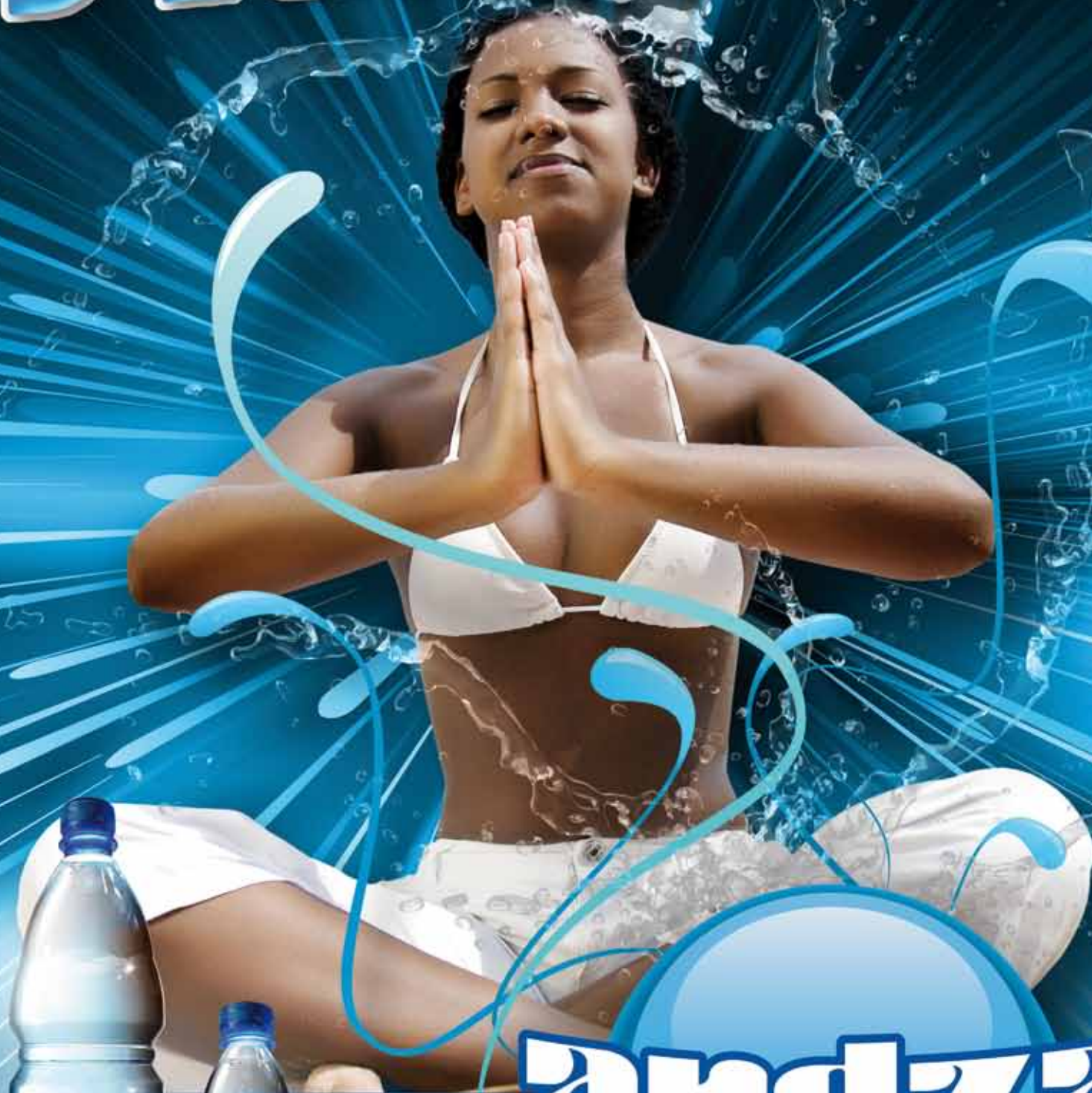
CHIVAS

Pernod Ricard Gabon

BP 6415 LIBREVILLE - BATTERIE IV (FACE EL RAPHA)
prgabon09@yahoo.fr - www.pernod-ricard.fr

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

SOURCE ! D'ÉQUILIBRE !



andza

eau minérale naturelle



Eau pure des hauts plateaux